

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE

JEUDI 6 NOVEMBRE 1969

N° 428, 1,50 F.



**la révolution,  
une idée neuve**

# Sommaire

## Luttes ouvrières

12. La répression chez Elf

Gérard Féran

13. Luttes en série à Saint-Nazaire

Anne-Marie Lefranc

Débat à la base chez Thomson-CSF

Pierre Gautier

14. Moissac : des bourgeois fiers, des ouvriers durs

De notre correspondant à Toulouse

## Luttes agricoles

10. Non au capitalisme européen

Michel Camouis

11. L'affaire Perrier-Sapiem-Genivain

Rémy Grillault

## Luttes internationales

15. Vers la « normalisation » germano-polonaise.

Victor Fay

16-17. Grandeur et décadence du cinéma polonais

André Biélany

18. Moyen-Orient : Réponse à Henry Rosengart

Denyse Franck

## Luttes culturelles

19. Cinéma et publicité.

Jean Morel.

## Politique intérieure

20. Le folklore gaullois.

Jean-Louis Auduc.

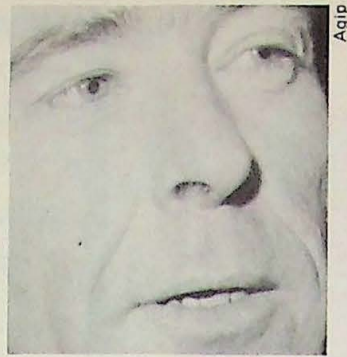
Conseil National du P.S.U.

6-7. Résolution d'orientation

8. Résolution sur les campagnes

9. Résolution sur les licenciements de Saclay

4-5. Document : résolutions du Bureau Exécutif de la CFDT-Chimie.



Cette semaine,

# Madame T. S....

A APPRIS la confirmation de la désignation de Jean-Jacques Servan-Schreiber comme secrétaire général du parti républicain radical et radical-socialiste.

ADMIRE qu'un homme puisse ressembler autant à son journal. Vous connaissez l'Express, Jean-Jacques est pareil : de format assez réduit, moderne, dynamique, moderne, politiquement centriste, moderne, avec un petit côté social, moderne.

REGRETTE de ne pas appartenir à la rédaction de l'Express car elle pourrait, comme sa consœur, exalter les mérites des oreillettes-étouffe-bruit, du yoyo géant en bois, du yoyo lumineux et même du biberon à whisky pour les cadres surmenés (sic) ! Elle pourrait aussi bénéficier du génial système de participation qui sévit dans ce magazine.

SE CONSOLE de ne pas y être en lisant les articles politiques de l'Express, et aussi en sachant ce qu'il arrive, à l'Express, aux militants syndicaux trop agressifs.

EST TRES CONTENTE que Jean-Jacques soit secrétaire général des radicaux : le champion du monde moderne à la tête du plus vieux parti de France (1901) !

NE COMPREND PAS l'étonnement de l'opinion devant cette nomination. Jean-Jacques en effet est le champion de ce qu'il a appelé lui-même la « bio-politique ». En 1964 déjà, il écrivait : « Les subtilités, les finesses et la démultiplication de la société industrielle sont telles qu'un vingtième de tour de volant, à droite ou à gauche, change la destinée d'une nation. Un grand coup de volant ne peut que faire capoter... Dans dix ans en France — aujourd'hui en Suède — c'est au 0,5 % de répartition du revenu national que les candidats sérieux à la direction des affaires du pays se distingueront. Ainsi nous approchons de la civilisation. » Il est donc normal, tout à fait normal que J.-J. S.-S. ait choisi le parti dont il est certain que, en aucune circonstance, il ne sera prêt à accepter plus d'un vingtième de tour de volant à gauche. Si l'on se reporte d'ailleurs aux comptes rendus des débats préparant la « grande Fédération » en 1965, on constate que le parti radical est le seul à avoir été d'accord avec Jean-Jacques. Mais dira-t-on, pourquoi aller dans un parti pareil quand on veut être moderne ? A cela deux réponses : 1) tout le monde sait depuis quelques années que J.-J. S.-S. veut être Président de la République, alors, il faut bien finir par trouver

un débouché politique, fût-il radical ! 2) le radicalisme étant aujourd'hui bien affaibli, politiquement, moralement et financièrement, il sera plus facile pour l'équipe de Jean-Jacques de le violer et d'en faire le « parti travailliste qui manque tant à la France ».

Autre question : pourquoi s'embarasser d'un Maurice Faure, demain peut-être d'un Alain Poher, quand on est ambitieux ? Même réponse : ils peuvent tous les deux servir à la gloire de Jean-Jacques Servan-Schreiber, mais ne peuvent sérieusement prétendre eux-mêmes jouer le rôle de premier plan... Oui, en définitive, Servan-Schreiber, c'est casse, mais ce n'est pas si illogique que cela.

S'EST SOUVENUE que J.-J. S.-S. avait déjà été radical (mendiésiste) en 1954-56. Ne représentait-il pas la Fédération de la... Guinée au Congrès de 1956 ?

ET AUSSI que J.J.S.S. avait été envoyé en prison en 1957 par M. Bourguès-Maunoury. Ils se retrouvent aujourd'hui à la direction du parti radical. Bonnes retrouvailles !

ET AUSSI que J.-J. S.-S. avait été envoyé en prison en 1957 M. Auguste Pinton avait demandé que son parti devienne aussi dynamique que... le P.S.U. !

A RELU dans Tribune Socialiste l'article consacré au Congrès de Paris du parti radical, tenu en novembre 1968. Elle a vu qu'on pouvait constater alors chez les radicaux la présence tout à la fois d'hommes favorables à un grand capitalisme modernisé (comme F. Gaillard) et d'un grand nombre d'autres représentant les P.M.E., et les couches les plus profondément réactionnaires du patronat, celles qui paient en dessous du S.M.I.G. et méconnaissent les lois sur la protection du syndicalisme. Le choix de Jean-Jacques, c'est le choix de l'évolution vers le capitalisme moderne. Il mérite d'être suivi attentivement, tout comme les réactions des boutiquiers radicaux de province.

A RETROUVE dans l'Express du 15 novembre 1965 un article de J.-J. S.-S. intitulé « la Réforme de la gauche », où il est notamment écrit : « Un gouvernement d'ambition socialiste, à volonté de progrès social et économique, doit commencer par protéger — oui, protéger, aider, guider — l'entreprise privée. »

PENSE qu'à cela il n'est point besoin d'autres commentaires...



dimensions : 16 x 12,5  
couleur : vert pomme  
N° 1

• Dimanche 9 novembre

Journée Nationale de la Chimie-Pétrole à Paris

Ordre du jour

• Rapport Parti-Syndicat

• Concentrations-fusions dans la chimie

• Application de l'axe de lutte du contrôle ouvrier à la branche.

## Opération carte de vœux



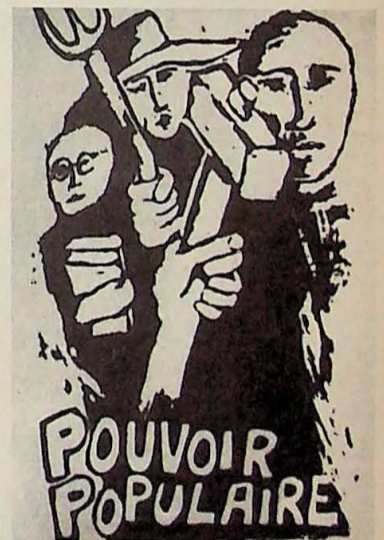
dimensions : 21 x 9  
couleur : rouge  
N° 2

Comme chacun sait les finances d'un Parti ne sont jamais florissantes. Aussi le P.S.U. propose-t-il une série de quatre cartes de vœux à ses lecteurs. De format 16 cm sur 12,5 cm ou 21 cm sur 9 cm, elles seront monochromes (rouges, noires, bleues, vertes). Ces magnifiques cartes imprimées sur un beau papier toilé seront livrées avec leurs enveloppes.

N'ayez aucune crainte pour les délais, vous les recevrez au plus tard le 10 décembre : ce sera bien suffisant pour y apposer vos vœux et les poster.



dimensions : 16 x 12,5  
couleur : noire  
N° 3



dimensions : 21 x 9  
couleur : bleu foncé  
N° 4

Quant au prix, il n'est pas excessif. Jugez-en donc : 1,50 franc (avec l'enveloppe).

Attendez la semaine prochaine pour les commander. Vous trouverez dans le prochain « Tribune Socialiste » :

— un bulletin de commande individuel ;

— la manière de faire sa commande.

Vous avez une semaine pour faire votre choix.

# Un parti révolutionnaire

Michel Rocard

Un parti révolutionnaire. C'est ainsi que le P.S.U. se désignait lui-même au moment de sa fondation. Mais il est incontestable que la pratique quotidienne du Parti, pendant de longues années, n'avait guère donné un sens très précis à cette affirmation, et l'avait même plutôt négligée.

Aussi le dernier Conseil National, en réaffirmant cette orientation, mais plus encore en montrant de manière précise ce qu'elle signifie pour notre action immédiate, pour notre stratégie, pour notre organisation, a fait faire au Parti tout entier un pas en avant décisif.

Si le Conseil National a jugé nécessaire, à l'unanimité, de mettre l'accent sur la construction d'un parti révolutionnaire à partir du P.S.U. et en liaison avec l'ensemble du courant socialiste, c'est d'abord parce que c'était urgent.

Nous sommes en effet entrés dans une période nouvelle pour le monde dit occidental. La lutte sociale permanente en Italie, la Belgique en crise ouverte, la tension qui monte lentement en Grande-Bretagne, l'explosion de grèves spontanées récemment en Allemagne, le mouvement de Mai en France, l'impuissance des Etats-Unis à régler le problème de leurs minorités surexploitées comme la montée chez eux d'un vaste courant protestataire, tout cela montre la rapidité avec laquelle progresse la crise politique, économique et sociale du capitalisme.

Le bloc capitaliste avait un temps trouvé sa cohésion dans la reconstruction, puis le réarmement, et surtout dans la peur d'un monde communiste en plein développement, et qui apparaissait homogène et efficace. Mais de ce côté aussi la crise est ouverte, les institutions politiques répondent mal, l'économie connaît le marasme, les forces centrifuges s'accroissent, le pouvoir répond par un

autoritarisme absurde. L'équilibre de la terreur favorise la dissociation de chacun des blocs, et ouvre à chaque peuple une chance plus grande qu'autrefois de se donner la forme de société qu'il désire, à condition de savoir l'imposer.

Plus rien n'est stable ni dans le monde occidental ni dans le monde oriental. A cette crise du système en place s'ajoute une seconde crise, reflet de la première, celle des formes d'organisation du mouvement ouvrier. Nulle part il ne sait répondre correctement et efficacement aux exigences nouvelles mises en avant par les travailleurs en lutte.

Devant une telle situation, être réaliste c'est être ambitieux.

Etre réaliste, c'est affirmer la nécessité et l'urgence qu'il y a à construire une force capable d'affronter la crise actuelle et de lui donner une issue socialiste.

Les éléments disparates de cette force existent déjà : c'est l'ensemble de ce courant socialiste aux contours flous, mais qui se définit peu à peu dans la lutte. Qu'il s'agisse des enseignants ou des paysans, des étudiants ou des cadres, leur découverte est la même : leur situation ne peut se modifier que par l'affrontement direct aux structures capitalistes, et cet affrontement ne peut prendre tout son sens et toute sa puissance que s'il est mené en liaison étroite avec la classe ouvrière. Le courant socialiste, c'est donc d'abord une alliance de classe sur des bases claires, et autour des travailleurs. Mais ce doit être plus que cela, ce doit être, et c'est le sens de nos résolutions que d'y contribuer, une alternative, une solution de rechange aux formes actuelles d'organisation de la gauche traditionnelle.

Car celle-ci en dépit de son orientation réformiste offre encore aux

travailleurs des modalités d'organisation qui leur permettent d'atténuer la pression et l'exploitation capitalistes. Par conséquent, on ne les convaincra d'apporter un soutien clair aux forces de renouvellement du mouvement ouvrier que si celles-ci offrent peu à peu les moyens, matériels et humains de mieux combattre le capitalisme. Soyons nets. Ce n'est pas la propagande qui par sa seule vertu peut changer les choses. Il faut pour cela un effort quotidien tenace dans toutes les luttes, la création de réseaux de militants solidaires et capables de fournir à leurs camarades les informations, les méthodes de combat et les moyens de joindre leurs efforts. C'est dire que le courant socialiste doit prendre forme politique, se faire le porteur d'une stratégie claire et maîtriser des situations tactiques changeantes.

Il ne pourra être à la hauteur de ces exigences que si dans son sein se dégage peu à peu un parti révolutionnaire, profondément lié aux masses et de ce fait capable de comprendre ce qui se passe chez les travailleurs et apte à leur indiquer les voies à suivre. Le P.S.U. n'a pas la prétention d'être ce parti, mais il a conscience que c'est à partir de cette nécessité fondamentale que doivent être réglées toutes les questions. Il est partisan de tous les dialogues, mais à condition qu'ils n'esquivent pas les problèmes posés par la crise actuelle du mouvement ouvrier et socialiste. Il est un défenseur acharné de l'unité des travailleurs, de la base au sommet, mais il ne peut la confondre avec l'unité de la gauche dans l'acceptation des règles du jeu électoraliste. Il est conscient qu'il s'agit d'une tâche historique et il est prêt à en débattre dans la théorie et dans l'action avec tous ceux qui veulent y contribuer. □

la révolution,  
une idée neuve

## indust chimie

C.F.D.T PHARMA  
CHIMIE

Chers Camarades,

Le développement de certaines pratiques dans quelques entreprises et plus encore le contenu du n° 423 de Tribune socialiste, ont amené notre Bureau exécutif unanime à prendre la décision de publier la résolution jointe et de vous écrire publiquement au sujet de la conception du P.S.U. sur les relations entre militants politiques et organisations syndicales dans les entreprises.

C'est un fait inhabituel, mais le sujet est trop important pour que nous n'hésitions pas à bousculer la tradition en cette matière. Ainsi que le Bureau exécutif l'affirme dans sa résolution, notre Fédération estime que l'instauration du socialisme démocratique et autogestionnaire passe aujourd'hui par la convergence des stratégies élaborées et appliquées de manière autonome par les organisations, notamment politiques et syndicales, autonomie ne voulant pas dire ignorance réciproque ou isolement, mais bien acceptation de l'affrontement et de l'explication publique dans le respect de la libre détermination de chaque organisation.

Dans le texte adopté par notre Bureau exécutif nous réaffirmons notre rejet de la thèse selon laquelle la direction politique des luttes appartient aux partis politiques. A la première lecture du rapport soumis à la discussion de votre prochain conseil national, un lecteur non averti pourrait facilement croire que vous demeurez fidèles à cette orientation présente dans les thèses adoptées à votre congrès de Dijon. Un examen attentif du rapport montre malheureusement que, malgré la déclaration d'intention sur l'autonomie des organisations de masse, vous concevez le rôle des militants politiques dans les entreprises et dans les organisations de masse d'une manière qui n'est pas essentiellement différente de celle décrite par Lénine et appliquée subrepticement par le Parti communiste français.

Si nous lisons d'autre part ces textes à la lumière de faits récents et si nous analysons les articles parus dans les derniers numéros de Tribune socialiste relatant des expériences de luttes dans les entreprises, le doute n'est pas permis ; nous assistons à une volonté du P.S.U. et de ses militants d'imposer les mots d'ordre du parti aux organisations de

masse. Dans quelques entreprises, il s'agit d'un véritable noyautage.

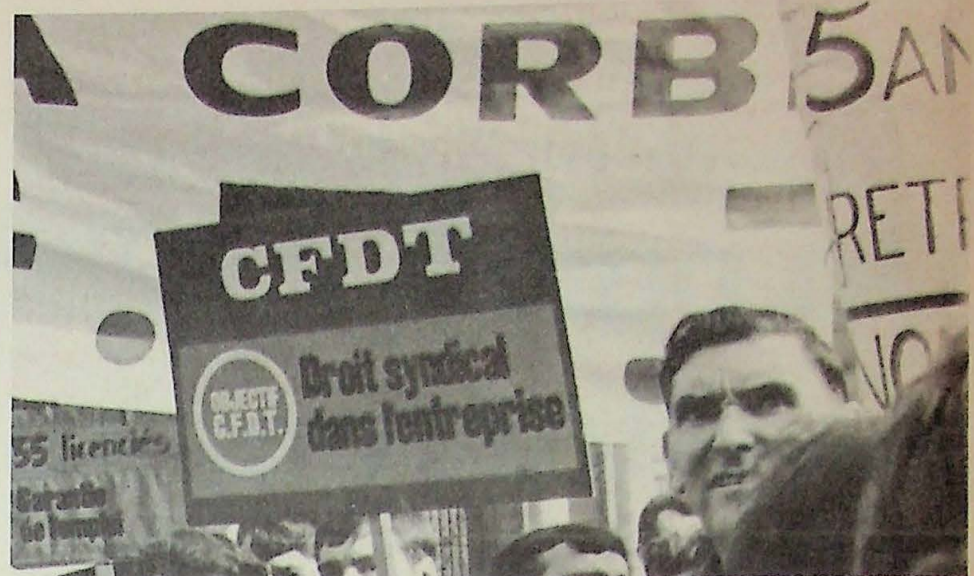
Ces pratiques sont inacceptables car contraires à une conception saine de la nécessaire autonomie de pensée et d'action du syndicalisme.

L'autonomie suppose que les adhérents et les militants syndicaux se déterminent au sein de l'organisation non pas à partir d'analyses faites ailleurs, mais bien à partir des besoins, des aspirations des travailleurs, des analyses des rapports de forces faites au sein du syndicat en liaison étroite avec l'ensemble des travailleurs. Mais lorsque vous demandez à chacun de vos militants de jouer un rôle à l'intérieur de leur organisation syndicale, à partir de l'orientation générale du parti et en demeurant disciplinés par rapport à cette orientation, nous sommes obligés de constater qu'un centre politique extérieur à l'organisation syndicale, le P.S.U., tente d'orienter la lutte syndicale et d'en aligner la stratégie sur celle du parti. Il y a là source d'un conflit entre votre organisation et la nôtre.

Les dangers que nous avons décelés au moment de votre prise de décision concernant la multiplication des groupes d'entreprises se trouvent donc vérifiés. Nous continuons à trouver inopportune et dangereuse cette décision. L'avancée du socialisme en France ne peut se faire que s'il existe dans le même temps un syndicalisme de masse ayant sa propre stratégie lui permettant de ne pas tomber dans le corporatisme et le catégoriel et des forces politiques socialistes qui acceptent en théorie et en pratique l'autonomie des organisations de masse. Revenir à une conception de subordination de fait des organisations syndicales aux organisations politiques, c'est à la fois affaiblir les forces syndicales agissant pour des transformations radicales, empêcher toute modification substantielle dans le rapport des forces avec le P.C.F. et faire reculer le socialisme auprès de nombreuses couches de salariés et de citoyens.

En espérant qu'une lecture attentive de la résolution de notre Bureau exécutif vous permettra de clarifier les divergences entre nos deux conceptions, recevez, Chers Camarades, nos salutations syndicalistes.

pour le Bureau Exécutif  
le Secrétaire Général,  
E. MAIRE



D.R.

● La grande masse s'est déjà faite l'écho des critiques de la fédération des industries chimiques C.F.D.T. contre le P.S.U. Il appartient au destinataire, la Direction politique nationale de notre parti d'y répondre de façon complète. Mais, d'ores et déjà, à la lumière des positions affirmées par notre dernier conseil national quelques observations doivent être faites. Lorsque Edmond Maire affirme que les militants syndicaux n'ont pas à s'inspirer d'analyses faites ailleurs que dans le syndicat, il suppose curieusement un cloisonnement à peu près parfait entre la vie syndicale et les autres aspects de la vie des travailleurs. Les militants ne prennent-ils pas leurs inspirations à des sources très diverses, au milieu des influences les plus multiples (partis, presse, etc.) et comment pourrait-on les couper en deux ; militants purement politiques quand il s'agit d'élections et militants purement syndicaux lorsqu'ils sont dans les entreprises ? Et une stratégie socialiste pourrait-elle être vraiment valable si elle ne partait d'une présence politique constante dans les entreprises où justement le point de vue syndical et le point de vue politique pourraient être ainsi confrontés.

T. S.

## Résolution du bureau exécutif de la CFDT-chimie

Une décision inopportune  
et pleine de dangers

Il y a un an environ, lorsque le P.S.U. avait lancé l'initiative de créer des groupes politiques d'entreprises, le bureau exécutif de la fédération avait été amené à se pencher sur ce problème et avait estimé que l'implantation de groupes politiques dans l'entreprise ne lui paraissait pas opportune.

L'appréciation du bureau exécutif se fondait à l'époque sur le peu d'intérêt que représentait une telle initiative face aux dangers réels qu'elle comportait pour la reconstruction d'une gauche politique non communiste à laquelle la Fédération des industries chimiques entend contribuer en tant qu'organisation. Depuis, les dangers de copier l'application que font le P.C.F. et la C.G.T. de la

conception léniniste des rapports partis-syndicats se confirment.

C'est ainsi que certaines pratiques dans quelques entreprises visant à infléchir la politique des sections syndicales à partir de noyaux politiques ou la volonté de réunir et d'organiser tous les militants politiques d'une même branche sont en eux-mêmes inquiétants. Mais la lecture des derniers numéros de « Tribune Socialiste », hebdomadaire du P.S.U., surtout les pages concernant les luttes quotidiennes dans les entreprises, est révélatrice de la manière dont les rapports avec l'organisation syndicale sont conçus par les responsables P.S.U. Cependant, le numéro 423 de ce journal, qui publie le texte proposé à la discussion du prochain conseil national de ce parti, marque un nouveau pas important dans la voie, inacceptable pour une organisation et des mili-

tants C.F.D.T., d'une subordination de fait de l'action syndicale aux militants et aux organisations politiques.

### Notre conception : des stratégies convergentes

Notre fédération, au cours de ses deux derniers congrès, a défini sa conception de l'instauration du socialisme dans notre pays. Elle estime que la seule voie possible pour construire un socialisme authentiquement démocratique et autogestionnaire passe par la convergence de stratégies élaborées et appliquées de manière autonome par les organisations du mouvement ouvrier, notamment politiques et syndicales ; autonomie, dans ce cas, ne signifiant pas ignorance réciproque ou isolement, mais acceptation de l'affrontement et de l'explication publique, dans le respect de la libre détermination de chaque organisation. C'est dire que nous récusons la thèse selon laquelle la direction politique des luttes appartiendrait essentiellement ou exclusivement aux partis politiques, car cela revient à soumettre la stratégie, la pensée et l'action des organisations dites de masse (dont les syndicats) à la stratégie, à la pensée et à l'action d'une organisation qui leur est extérieure.

### Des textes équivoques et ambigus

Avant les événements de Mai, dans sa stratégie de « front socialiste », le P.S.U., tant dans ses textes que dans sa pratique, développait une conception voisine. Depuis un an et demi il n'en va plus exactement de même. Les thèses qu'il a adoptées à son congrès de Dijon, bien que semblant résulter de compromis entre plusieurs courants et bien qu'ambiguës et imprécises en divers points, restaient dans leur ensemble fidèles à cette ligne de conduite. Toutefois des problèmes commençaient à se poser dans quelques entreprises.

Le texte soumis à la délibération du prochain conseil national de ce parti marque un net infléchissement dans une voie qui nous paraît dangereuse pour l'avenir du socialisme et du syndicalisme en France. En effet, quoique équivoque au niveau de la formulation écrite, le rapport du conseil national lève un certain nombre d'ambiguïtés sur la pratique qui va en résulter dans la vie concrète, notamment dans les entreprises. Si le P.S.U. continue à rejeter théoriquement la thèse léniniste de la courroie de transmission et de la direction politique des luttes, c'est, semble-t-il, plus par opportunisme que par conviction.

### Une conception inacceptable : la courroie de transmission

A plusieurs reprises le rapport envisage le problème des relations avec les organisations syndicales et le rôle des militants P.S.U. dans les organisations de masse. L'argumentation générale revient à dire que s'il est hors de question que le P.S.U. ait ses propres tendances dans ces organisations, il est par contre du

devoir de ses militants de leur faire prendre en charge les mots d'ordre du parti. Où se trouve donc la différence ?

L'autonomie de pensée et d'action du syndicalisme n'est pas une expression vide de sens, elle correspond à une conception précise de la pratique syndicale ainsi que des rapports avec les autres organisations.

L'autonomie implique que les adhérents et les militants se déterminent au sein de l'organisation syndicale, non pas à partir des analyses faites ailleurs, mais bien à partir des besoins, des aspirations des travailleurs et des analyses des rapports de forces effectuées au sein du syndicat en liaison étroite avec l'ensemble des travailleurs.

Mais lorsque le P.S.U. demande à chacun de ses militants d'agir à l'intérieur de leur organisation syndicale, à partir de l'orientation générale du parti et en étant discipliné par rapport à cette orientation, force nous est de constater qu'un centre politique, le P.S.U., tente d'orienter les luttes syndicales et d'en aligner la stratégie sur la sienne propre.

A plusieurs reprises, le texte revient sur cette question.

### Quelques extraits significatifs sur les objectifs et les mots d'ordre :

« ... Les militants du P.S.U. doivent avoir pour objectif de participer activement à toutes ces luttes en leur proposant des *objectifs et des mots d'ordre* susceptibles d'en élargir la *signification politique* et d'éviter qu'elles ne s'enlisent dans des perspectives purement catégorielles. »

(Tribune Socialiste, numéro 423, page 6.)

Plus loin (page 8).

« Les manifestations élémentaires de la lutte du courant socialiste se feront de manière concrète, sur le terrain. C'est dire que ce n'est pas « a priori » avec des organisations politiques du type traditionnel que les militants politiques du courant socialiste lutteront de manière préférentielle *mais bien avec les militants insérés dans les organisations de masse, syndicats et associations de toute nature*. C'est leur milieu de travail normal, à l'intérieur duquel ils doivent être à l'écoute des préoccupations réelles de la base et être capables de proposer des *objectifs d'action correspondant à la nature de l'organisation de masse en cause*, objectifs qui seront librement débattus, modifiés, adaptés au sein même des organisations en cause à l'exclusion de toute courroie de transmission. »

Page 10.

« Dans ces conditions, les militants du P.S.U. doivent être capables de traduire les orientations politiques du parti dans des termes correspondant aux préoccupations et aux types de lutte poursuivis par chacune des organisations de masse. Il serait stupide et néfaste, et il sera condamné par le parti, de vouloir créer une « tendance P.S.U. » à l'intérieur de « chaque » organisation de masse.

Mais il est nécessaire que, en liaison avec un nombre important de militants, non organisés politiquement, se définissent les orientations syndicales ou sociales qui donnent à la lutte syndicale ou sociale sa pleine signification politique. En d'autres termes, dans les secteurs de lutte prioritaires, aujourd'hui la production industrielle, l'agriculture et l'enseignement, auxquels il faudra sans doute ajouter d'ici peu la santé, les militants du P.S.U. devraient être capables de définir les axes de lutte (contrôle, organisation collective des travailleurs) répondant aux préoccupations d'une large base et compatibles avec l'orientation générale du parti. »

« Ils (les militants) doivent être systématiquement militants dans une organisation de masse (syndicat, association de quartier, mouvement de jeunesse, etc.), en même temps qu'au P.S.U. »

Plus loin.

« Il (le P.S.U.) doit disposer d'un grand nombre de militants qui soient des *animateurs* au sein des *mouvements de masse*. Sachant respecter la confiance que la base fait à ses organisations de masse, syndicales notamment ; ils doivent pourtant être capables de faire jaillir de *nouveaux mots d'ordre* et de *nouvelles formes de luttes* quand le besoin s'en fait sentir. »

Selon le P.S.U., il appartient donc aux militants du parti d'orienter les luttes et les formes d'action dans le sens indiqué par le P.S.U. Les militants sont les « guides » et « l'avant-garde » de l'action ouvrière. Malgré les précautions de style on revient lentement aux ornières de la « courroie de transmission ».

Sur la discipline et le contrôle.

Mais le rapport va plus loin. Il est demandé aux militants d'avertir le parti dès qu'une lutte se prépare et de respecter la ligne politique définie.

Page 11.

« Les militants du P.S.U. doivent appartenir à une organisation de masse ; dès qu'une lutte s'y prépare ils doivent en avertir le parti pour organiser son appui à cette lutte. »

Page 13.

« ... Plus la présence du parti dans les actions de masse orientera nos militants vers des secteurs divers, plus la cohésion du parti, l'élaboration démocratique et le respect discipliné d'une ligne politique commune seront nécessaires. »

Impulsion de l'extérieur, discipline, compte rendu de l'activité dans les organisations de masse, tout ce qui donne un contenu à la théorie de la courroie de transmission se trouve présent dans ces textes, du moins à l'état latent. Leur lecture, à la lumière de faits récents, tend à indiquer que dans une certaine mesure des organisations du P.S.U. cherchent à noyauter des sections syndicales. Le

## LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

### SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL, etc.

### SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité, avec talonnière

### CHAUSSURES A CROCHETS

### EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

## Location - Vente - Service Réparations

### SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES :

Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

## la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9<sup>e</sup>)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet

développement d'une telle pratique affaiblira à la fois le syndicalisme et la gauche socialiste.

Si un militant P.S.U. décide personnellement de prendre des responsabilités au sein de la section syndicale, c'est son droit et son devoir en tant que travailleur, et s'il est choisi par ses camarades, c'est en tant que militant syndical et non en tant que militant politique. Mais si, par décision du groupe politique d'entreprise, des instances régionales et nationales du parti, on pousse les militants P.S.U. à s'emparer des directions des sections sans indiquer « clairement la couleur », il y a abus de confiance et noyautage. La tâche des militants C.F.D.T. est de combattre ces pratiques.

La société à laquelle nous aspirons sera marquée par la manière dont notamment les organisations politiques et syndicales, les militants politiques et syndicaux mènent leur action. Il est contradictoire de croire à une société autogérée et de vouloir conduire les luttes sociales à partir d'un centre extérieur à l'entreprise.

### Contribuer dans la clarté au développement des forces socialistes

Si le socialisme en France a connu des défaites graves, s'il ne s'impose pas encore à la masse des travailleurs, la volonté de tous les partis se réclamant du socialisme d'utiliser les organisations de masse et de

les mettre sous leur tutelle en porte une forte responsabilité.

Les dangers que la Fédération des industries chimiques avait décelés au moment de la prise de décision du P.S.U. concernant la multiplication des groupes d'entreprises, se trouvent donc malheureusement vérifiés. Nous continuons à trouver inopportune et dangereuse cette décision. L'avancée du socialisme en France ne peut se faire que s'il existe, dans le même temps, un syndicalisme de masse ayant sa propre stratégie lui permettant de ne pas tomber dans le corporatisme et le catégoriel, et des forces socialistes qui acceptent, en théorie et en pratique, l'autonomie des organisations de masse.

Seule, cette voie peut permettre d'apporter des modifications substantielles dans le rapport des forces avec le P.C.F. et redonner à la masse des travailleurs confiance dans les forces socialistes. Copier la pratique des communistes peut satisfaire des esprits qui regardent vers le passé, mais conduit le courant socialiste à rester minoritaire et dans une impasse. En ce qui concerne la Fédération des industries chimiques et ses militants, ils entendent, par la discussion publique et les initiatives prises à chaque échelon, contribuer au développement des forces socialistes susceptibles d'entraîner l'adhésion de la majorité des travailleurs. □

## la révolution, une idée neuve

# Résolution d'orientation

La crise politique s'est accentuée en France durant ces derniers mois.

Pour mieux organiser le développement capitaliste et garantir sa domination, la bourgeoisie a dû renvoyer le général de Gaulle, élargir la base électorale du pouvoir au risque d'en accentuer les contradictions, amoindrir encore le pouvoir d'achat des travailleurs par la dévaluation et le freinage des salaires, démanteler le secteur public dans son statut et son influence, pour laisser libre cours à la concurrence.

Le pouvoir issu de la « restauration » de 1968 est un pouvoir faible.

Pour assurer les profits des monopoles capitalistes, il est de plus en plus obligé d'accroître sa pression sur les couches petites-bourgeoises qui constituaient son principal soutien social ; une fraction de celles-ci, en voie de prolétarianisation rapide, commencent à prendre conscience de cette situation et à se retourner contre le régime.

Mais ce sont surtout les travailleurs de toutes catégories qui supportent le plus le poids de cette politique : la productivité du travail ne cesse d'augmenter sans que les conditions de travail aient été le moins du monde allégées.

C'est pourquoi, depuis mai 1968, la révolte contre le système capitaliste ne cesse de s'élargir à des couches de plus en plus larges de travailleurs. Cette révolte, qui se manifeste principalement sur le plan des luttes sociales, commence même à trouver une expression électorale comme le prouve le récent succès de notre camarade Rocard contre Couve de Murville dans les Yvelines.

Le mouvement de mai 68 a sonné le réveil des masses, parce qu'il a substitué brutalement aux luttes des « organisations » celles des masses elles-mêmes. Inventant de nouveaux moyens d'action, manifestant en termes nouveaux les conflits essentiels, introduisant de nouveaux types de revendications, étudiants et travailleurs ont mis en cause leurs traditions et leurs organisations. Ce mouvement depuis n'a pas cessé, mais il

n'a pas encore progressé au point que se constitue un courant socialiste et révolutionnaire sûr de ses objectifs, maître de ses méthodes de lutte et capable d'offrir à ceux qui spontanément veulent lutter pour le socialisme les formes d'organisation et le réseau d'alliances qui permettraient de surmonter le poids du passé et de substituer à l'hégémonie de la gauche traditionnelle sur le mouvement ouvrier un nouveau

Elle Kagan



groupement de forces, orienté vers la conquête du pouvoir. Le courant socialiste est une réalité en tant que conjonction de tendances, de groupes sociaux en révolte, il n'est que potentiel en tant que rassemblement politique agissant. Son développement exige par conséquent que s'affirmé peu à peu une ligne cohérente dans les luttes de masse, que soient peu à peu clarifiés les problèmes d'alliance entre les différents groupes sociaux qui, autour de la classe ouvrière, sont susceptibles de combattre le capitalisme.

\*\*

Face au développement de ces luttes, la question des rapports « partis-syndicats » prend une importance nouvelle. Le P.S.U. estime normal que le mouvement syndical intervienne dans notre débat (comme il l'a fait à l'occasion de notre conseil national) et considère comme positif la recherche d'une orientation politique d'ensemble vers le socialisme de certains syndicats.

Mais ce qui nous paraît primordial c'est l'analyse de la phase historique que nous vivons. Nous sommes actuellement en période de montée des luttes ouvrières, c'est-à-dire d'actions se développant au-delà des luttes revendicatives économiques, et marquées par un net durcissement des formes d'intervention et une grande capacité d'invention de formes nouvelles, par les masses.

C'est ce durcissement de la lutte de classes qui reste l'aspect principal de la conjoncture, et c'est pourquoi le P.S.U. a inclus dans sa stratégie, pour toute cette période, un axe de

lutte sur le terrain de la production constitué par l'effort collectif des travailleurs pour imposer le *contrôle ouvrier*.

Cet axe permanent qu'entre autres les militants du P.S.U. dans les entreprises entendent traduire dans la réalité, a un contenu politique : il vise à assurer la démocratie du prolétariat en lutte, c'est-à-dire le *contraire* de la dictature de la minorité capitaliste sur la majorité et doit conduire directement à l'affrontement avec le pouvoir patronal et le pouvoir d'Etat.

Mais toute prise de contrôle décidée par les travailleurs eux-mêmes entraîne aussi des actions revendicatives en termes nouveaux qui appellent un débouché politique. Leur re-

centrage sur un contrôle collectif de tel ou tel aspect de la vie dans l'entreprise ou de la production est un moyen efficace de l'assurer.

C'est dire si le débat entre militants politiques et syndicaux en lutte est nécessaire, et c'est dire aussi que cet axe représente bien notre contribution au renforcement des actions syndicales.

Ce débat, compte tenu de cette situation, repose bien le problème de la confrontation de notre stratégie avec les stratégies syndicales.

Cela démontre dans les faits que nous rejetons la théorie de la courroie de transmission : c'est-à-dire le contrôle au sens bureaucratique du terme du syndicat par un parti, et la soumission du syndicat à la

tactique d'un parti.

Par contre, il nous paraît juste qu'un parti socialiste forme ses militants pour qu'il puisse jouer un rôle positif dans le mouvement de masse, et il nous paraît normal que les militants qui sont d'accord sur une stratégie syndicale avancent de façon coordonnée les positions qu'ils estiment correctes dans le respect complet de la démocratie des syndicats et de leur discipline. C'est aussi cela le respect de l'indépendance des syndicats : ne pas renoncer à ses orientations mais faire trancher par l'ensemble des syndiqués sur la stratégie nécessaire à la conduite des luttes.

Ce débat suppose aussi que le malaise actuel du mouvement syndical soit surmonté par lui-même sous l'influence de l'ensemble des travailleurs et dans le respect des formes d'organisations qu'ils se sont données.

Voilà le type de confrontation qu'exige la situation ; elle doit être loyale devant les masses et dans l'action.

Le P.S.U. affirme par là même que son souci n'est pas de se substituer au mouvement de masse, ni de mener un combat pour l'issue révolutionnaire de cette période historique. Le combat vise à renverser l'Etat capitaliste, à démanteler son appareil et non à l'occuper.

Ce que nous voulons, c'est créer un type nouveau de pouvoir mettant fin à la séparation entre l'Etat et les masses populaires et à la dictature de la minorité sur la majorité.

Cette tâche implique l'existence d'un parti révolutionnaire décidé et capable, par ses liens avec les masses, de mettre en avant les objectifs de lutte pour la transformation révolutionnaire de la société.

\*\*

Cette transformation ne saurait être ni le fait du parti socialiste, ni celui du parti communiste français.

Depuis qu'elle a perdu sa force parlementaire, depuis qu'elle est battue en brèche par le P.C.F. sur son propre terrain, la social-démocratie (le Parti Socialiste - la Convention) n'a plus les moyens de mettre en œuvre une stratégie suivie et conforme à sa nature politique profonde, de gestionnaire « social » du régime capitaliste. Ses débats portent sur la meilleure façon d'assurer son existence (par le centrisme moderniste ou l'unité limitée avec le P.C.F.). Ce débat ne nous concerne pas. Ceux des socialistes qui s'interrogent sur les voies et les moyens d'une stratégie capable de vaincre le capitalisme et décidés à rompre avec la collaboration de classes et les pratiques de cogestionnaires doivent trouver les formes de leur organisation spécifique et s'affirmer clairement sur leurs propres positions pour trouver aussi leur place dans le courant socialiste.

Par ailleurs, le courant socialiste ne pourra s'affirmer autour de la stratégie du Parti communiste. En se prétendant abusivement l'unique porte-parole de la classe ouvrière, le P.C.F. soumet les luttes ouvrières à des préalables politiques parfaite-

ment illusoire (comme la réalisation d'une vague « union des forces démocratiques et ouvrières » incapable d'opposer une alternative sérieuse au pouvoir capitaliste) qui lui permettent seulement de contrôler et même d'élargir sa clientèle. Se refusant à poser la question de la nature du pouvoir, parce qu'il reste inféodé au modèle soviétique, le P.C.F. limite l'action des organisations ouvrières à des revendications immédiates qui ne suffisent plus à ébranler les bases du pouvoir patronal et entretiennent trop souvent des illusions sur la neutralité de l'Etat. Dans les secteurs où il cherche des alliances politiques, mais non de véritables solidarités dans la lutte sociale, à l'université, parmi les cadres, dans les municipalités, etc., le P.C.F. se cantonne dans un réformisme dont le pouvoir peut aisément s'inspirer. Battant la social-démocratie sur son propre terrain, le P.C.F. décime un peu plus l'interlocuteur qu'il entend se donner ; il manifeste ainsi l'incohérence et la nocivité d'une stratégie qui renforce l'isolement de la classe ouvrière, sous prétexte de lui chercher des alliés.

Cela dit, la base sociale du P.C.F., son implantation dans les milieux ouvriers, l'attachement de la grande majorité de ses militants aux conceptions socialistes font qu'il est absurde de le considérer comme une organisation d'ennemis de classe. Dans les luttes qui se mènent à l'heure actuelle, les militants du P.C.F. sont nombreux à payer durement de leur personne, même lorsqu'ils le font à partir de positions que nous estimons erronées. Le P.S.U. s'efforcera de réaliser l'unité d'action de la classe ouvrière, et notamment avec le Parti communiste — à la base et, si possible, au sommet — chaque fois qu'une action réelle sera possible en commun contre l'adversaire de classe. Notre parti considère les travailleurs communistes comme des camarades de combat.

\*\*

Le P.S.U. confirme sa volonté — déjà exprimée au Congrès de Dijon — de maintenir des rapports étroits avec les groupes révolutionnaires qui se sont affirmés dans les luttes de mai-juin 1968. Il n'est pas question cependant de taire les divergences qui nous opposent à eux, tant sur le plan de la théorie révolutionnaire que sur la pratique des luttes. En particulier nous ne pouvons placer tous ces groupes sur le même plan. Il apparaît chaque jour que ce n'est plus en fonction des souvenirs de mai 68, mais de la convergence actuelle sur le plan des luttes réelles que peut se renforcer l'alliance entre le P.S.U. et certains de ces groupes. La base essentielle de cette alliance réside dans la volonté commune de définir les moyens et la forme de la victoire révolutionnaire, en se refusant aussi bien aux illusions du réformisme qu'à celles des pratiques putschistes qui isolent des masses ouvrières.

\*\*

L'accomplissement des tâches fondamentales du mouvement ouvrier

LIBRAIRIE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- LA NOUVELLE CLASSE OUVRIERE, S. Mallet ..... 6,00
- REFORME ET REVOLUTION, A. Gorz ..... 6,30

EDITIONS SOCIALES

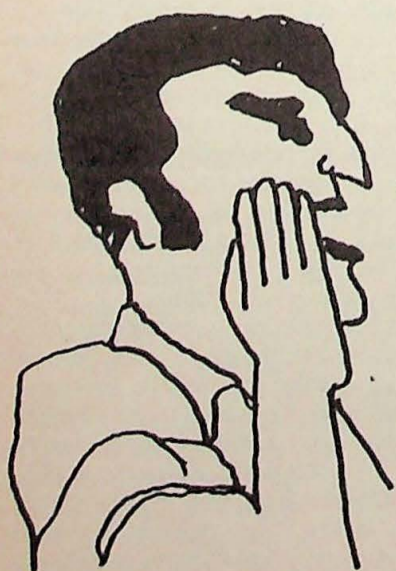
- MARX, ENGELS, MARXISME, Lénine ..... 6,40
- MISERE DE LA PHILOSOPHIE, Karl Marx ..... 8,50

E.D.I.

- LA GREVE GENEFALE EN FRANCE, R. Brecy ..... 9,90
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN ..... 12,50
- LENINE, G. Lukacs ..... 5,90
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION - I - GUERRES D'ASIE, P. Naville ..... 18,50

EDITIONS « PRESENCE AFRICAINE »

- PANAFRICANISME OU COMMUNISME, G. Padmorr ..... 22,00
- CHRONIQUE DE LA DECOLONISATION, Jean Rous ..... 27,05



**LIBRAIRIE  
TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**



Elie Kagan

dans notre pays, le développement même du courant socialiste exigent enfin la construction d'un parti révolutionnaire capable de donner aux luttes de masses la direction politique qui leur est indispensable. Un tel parti ne peut se créer par de simples proclamations en ignorant les conditions propres à un pays capitaliste développé, en ignorant en particulier les liens permanents et d'échanges réciproques qui doivent exister entre ce parti et les masses. Il ne peut donc se constituer que dans la lutte, c'est-à-dire dans les affrontements de classes spécifiques

à la France de 1969. Il doit effectivement faire ses preuves en tant qu'organisateur collectif de masses très larges, et en tant qu'instrument d'élaboration des objectifs et des mots d'ordre. En d'autres termes, il doit soumettre son orientation à une vérification incessante dans l'action.

De ce fait un tel parti doit se refuser à toute fermeture dogmatique et à toute orthodoxie préétablie qui s'opposent à l'expérimentation politique, à la traduction de la stratégie en termes tactiques appropriés. Le P.S.U. n'a pas la prétention de constituer ce parti révolutionnaire, ni

même de pouvoir tracer dès maintenant tous ses contours. Mais il entend dès aujourd'hui proposer à tous les militants engagés dans l'action de masse et à tous les groupements révolutionnaires, aujourd'hui dispersés et impuissants, des confrontations sur la construction du parti révolutionnaire, son rôle, sa nature et son programme. Pour être fructueuse, cette confrontation doit être à la fois pratique et théorique : pratique parce qu'elle doit concerner les objectifs et les mots d'ordre appliqués quotidiennement ; théorique parce qu'elle doit concerner les instru-

ments d'analyse, les orientations stratégiques afin d'éclairer l'action.

Dans le but de faire avancer cette initiative fondamentale le P.S.U. sera prêt à tous les débats, mais il mènera une lutte vigoureuse contre le sectarisme et l'esprit de boutique qui dressent des obstacles considérables sur la voie des regroupements nécessaires. Pour sa part il s'attachera à préfigurer dans son action ses formes d'organisation, ses méthodes d'élaboration démocratiques, ce parti dont les travailleurs ont besoin. □

# Résolution sur les campagnes

Lors de ses débats, notre parti a défini les bases sociales et la stratégie générale de ses luttes.

Partant de la constatation que la classe ouvrière est la force essentielle du courant socialiste, notre parti a décidé de mener un combat adapté à sa stratégie révolutionnaire. Cela implique l'impulsion d'actions de masse entraînant aussi les autres couches sociales exploitées par le capitalisme et alliées de la classe ouvrière.

Les campagnes de propagande constituent des engagements précis de travail dans une période déterminée. Elles sont subordonnées à la stratégie révolutionnaire de notre parti.

Il importe de distinguer le niveau des luttes concrètes qui doivent servir de départ et de support aux campagnes et le niveau de la propagande qui doit permettre une meilleure formation des militants du parti et une prise de conscience réelle de l'ensemble des travailleurs concernés par ces luttes.

## Une campagne sur le contrôle ouvrier

Le contrôle ouvrier est l'axe stratégique du développement de la

lutte des classes dans les entreprises.

Il a pour objet, dans la période actuelle de montée des luttes, de proposer des formes d'actions qui permettent d'élever constamment le niveau de ces luttes et de faire apparaître sans ambiguïté, par des affrontements directs, la nature de classe du pouvoir patronal. A terme il constitue une véritable école de la démocratie ouvrière, où les organisations de masse prennent les décisions et en contrôlent directement l'exécution. Il préfigure enfin l'exercice de la démocratie de masse dans le cadre de la société socialiste.

Pratiquement, le contrôle ouvrier n'est pas un mot d'ordre lui-même, mais il se concrétise par des mots d'ordre de lutte qui sont différents en fonction du niveau des affrontements dans les diverses entreprises et en fonction du rapport des forces entre classes à l'échelle nationale et internationale.

Hors des entreprises productrices l'axe du contrôle ouvrier trouve sa signification dans la contestation du mode de gestion, dans la modification des rapports de travail et dans le développement de la solidarité avec la classe ouvrière.

Pour le parti, le contrôle ouvrier constitue un aspect fondamental et

permanent de notre pratique révolutionnaire ; il ne saurait être l'objet d'une campagne de propagande et d'agitation limitée dans le temps. La décision d'entreprendre une campagne sur le contrôle ouvrier consiste donc à prendre des engagements précis pour l'ouverture et dans les sections d'entreprises et dans les sections locales, d'une discussion pour la clarification de la notion de contrôle ouvrier, en vue de la formation des militants.

L'action du parti en ce domaine revêtira ainsi trois aspects :

- Préciser la notion de contrôle ouvrier et déterminer suivant les entreprises quelles pratiques militantes concrètes elle entraîne. On se préoccupera en particulier à cet égard de parfaire la formation des militants d'entreprises afin de les rendre capables d'impulser les luttes.

- Pour les sections locales, la campagne sur le contrôle ouvrier prendra la forme d'une popularisation et d'un soutien des luttes concrètes qui se mèneront sur ce thème dans les entreprises.

- Dès la fin de la phase d'explications interne au parti, il faudra envisager une confrontation avec les autres militants révolutionnaires. La

discussion et les séances de formation tenues au sein du parti sur le thème du contrôle ouvrier devront être élargies afin de permettre une confrontation sur les stratégies révolutionnaires.

## Une campagne de lutte contre le capitalisme dans le cadre de vie

De plus en plus le capitalisme exploite les travailleurs non seulement dans l'entreprise, à travers les rapports de production, mais 24 heures sur 24, dans leur logement, leurs loisirs, leurs déplacements, etc. L'opposition des intérêts entre les travailleurs exploités et la bourgeoisie se manifeste dans tous les domaines et doit être mise en lumière par une information systématique.

Les sections du parti rechercheront donc les thèmes et les formes de lutte contre les méfaits du capitalisme sur l'aménagement urbain (en particulier contre la spéculation foncière) les mieux adaptées à chaque localité. Une importance particulière devra être accordée en outre aux luttes des travailleurs immigrés, notamment dans les bidonvilles, ainsi qu'à la mainmise croissante du capitalisme sur les zones rurales.

Le rôle de la direction nationale



sera de fournir aux sections des moyens de lutte, non par un matériel passe-partout et des slogans généraux, mais par une information sur les expériences, en même temps que par des éléments de réflexion théorique sur les mécanismes de l'exploitation capitaliste dans ces secteurs.

Les luttes concrètes seront menées en s'efforçant d'associer les travailleurs-consommateurs (locataires, usagers, etc.) et les travailleurs-producteurs d'un même secteur (ouvriers du bâtiment, des transports, des services publics). Leur ensemble doit permettre le resserrement des liens dans le cadre de la vie quotidienne, entre la classe ouvrière et les autres couches populaires exploitées. Elle doit amener une perception accrue des différenciations sociales, un nouveau développement de la lutte des classes à tous les niveaux.

### Une campagne contre le Pacte Atlantique

La lutte contre l'exploitation capitaliste ne saurait être posée seule-

ment dans le cadre national. Le parti doit s'efforcer de lui donner constamment une dimension internationale, en liaison étroite avec les militants révolutionnaires à l'étranger et les travailleurs immigrés en France.

Une campagne contre le renouvellement du Pacte Atlantique peut constituer l'axe central de l'action anti-impérialiste, dans la mesure où il se trouve lié à l'actualité immédiate et donnera lieu à des manifestations simultanées en Europe.

Cependant, ce thème risquerait, s'il devait être détaché d'un contexte général, de revêtir un aspect nationaliste que nous rejetons absolument.

Des manifestations sont prévues dans de nombreux pays. Elles auront d'autant plus d'importance qu'elles seront mieux coordonnées. Elles coïncideront avec la campagne menée à la fin de 1969 par les progressistes japonais contre le « Traité de Sécurité » qui fait peser sur leur pays la mainmise de l'impérialisme américain.

Cependant, nous tournerions le dos au véritable problème si nous donnions à une telle campagne un caractère chauviniste, sur la base des intérêts et des sentiments de la petite bourgeoisie nationaliste. Comme l'échec du gaullisme l'a clairement démontré, il n'est de lutte efficace contre l'impérialisme américain que sur la base d'une lutte de classes à l'échelle internationale.

C'est pourquoi nous pensons que la campagne contre le renouvellement du Pacte Atlantique ne doit pas se situer sur le seul plan des aspects militaires et politiques, mais avant tout sur le plan économique et social. Elle doit être liée à l'expérience concrète des travailleurs dans leurs entreprises, notamment dans les monopoles internationaux sous contrôle américain.

Il est également très important de préciser à cette occasion notre position sur le Pacte de Varsovie. Nous avons toujours demandé le retrait unilatéral de la France du Pacte Atlantique, sans faire de la dissolution du Pacte de Varsovie un préa-

lable. Cette position est plus que jamais la nôtre mais il va de soi que nous devons être d'autant plus clairs sur la dénonciation de l'hégémonie soviétique, dont l'invasion de la Tchécoslovaquie est le dernier exemple. Le problème de la politique de grande puissance sera traité dans le cadre de la campagne.

La dénonciation de l'impérialisme doit enfin nous permettre d'aborder toutes les manifestations d'hégémonie dans le monde.

Elle devra englober tous les grands problèmes de l'action anti-impérialiste : soutien à la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien et du peuple palestinien, solidarité avec tous les peuples en lutte contre le colonialisme, dénonciation de l'intervention française au Tchad, et des autres manifestations de l'impérialisme français.

La campagne revêtira à la fois la forme d'une exploitation politique (brochures, réunions, etc.) et de manifestations de masse chaque fois que ce sera possible. □

## la révolution, une idée neuve

### Le Conseil national

- Salue les six techniciens de Saclay qui mènent depuis le 27 octobre une courageuse grève de la faim pour protester :
  - contre le licenciement scandaleux de 100 femmes de ménage;
  - contre les procédures arbitraires permettant toutes les injustices.
- S'indigne de l'intervention de la force armée dans le Centre de Saclay (250 gendarmes mobiles pour expulser les grévistes et les délégués syndicaux).
- Dénonce la politique hypocrite du C.E.A. qui, par des mesures mesquines d'économie (2 millions de F sur un budget total de 2,5 milliards), frappe les travailleurs les plus démunis et joue le jeu de la division du personnel, encourageant ainsi au C.E.A. un égoïsme professionnel et développant une mentalité de castes privilégiées.
- S'élève contre les mesures prises par l'Administration, contraires à l'accord signé en juin 68.
- Dénonce l'orientation de la politique du régime qui aboutit, en particulier pour le C.E.A., à une diminution de la recherche fondamentale et à l'attaque contre les personnels de la filière française. Par ses attaques contre l'ensemble du secteur nationalisé, le gouvernement jette le discrédit sur les services publics, favorise le démantèlement du potentiel scientifique et industriel et montre ainsi sa soumission à l'impérialisme américain.
- Affirme que seul le socialisme sera capable d'apporter les solutions justes et humaines aux problèmes des travailleurs. □

## Des licenciements, pourquoi ?

*Fait sans précédent, 240 gardes mobiles pénètrent dans la nuit du 27 octobre dans le Centre d'études nucléaires de Saclay, investissent le bâtiment syndical pour en expulser cinq grévistes de la faim et six délégués du personnel qui les accompagnaient. Ainsi l'ordre règne.*

*Par leur geste exemplaire les cinq grévistes de la faim — tous militants syndicalistes actifs — entendent dénoncer devant les travailleurs et l'opinion publique la politique sournoise de licenciements accompagnée de répression policière qui s'est manifestée brutalement par le renvoi de cent femmes de ménage âgées et de trois travailleurs « sous régie » militants syndicalistes.*

*L'administration applique dans le secteur atomique une politique aux composantes multiples qui seront analysées dans un article ultérieur : compression budgétaire, démantèlement d'un potentiel de recherche, absence de programme scientifique à long terme, mainmise de trusts inter-*

*nationaux sur l'industrie (Westinghouse s'apprête à prendre possession de Jeumont-Schneider, constructeur de réacteurs nucléaires). Les directions syndicales semblent dépassées par l'ampleur des affrontements qui se préparent. Et pendant ce temps cinq camarades poursuivent la grève de la faim depuis lundi 27 octobre.* □



Vient de paraître

**P.S.U. DOCUMENTATION**

N° 8/9

**L'Histoire du P.S.U.**

Prix : F 2,00

En vente à Tribune Socialiste

# Non au capitalisme européen

Michel Camouis

La culture du tabac, régie en France par le monopole d'Etat S.E.I.T.A., occupe environ 20.000 ha, faisant vivre en partie 47.000 exploitants familiaux (statistiques 1969). Les départements du Sud-Ouest occupent la plus grande place pour cette culture spécialisée.

Pour le Tarn-et-Garonne en 1969, 3.845 exploitants se consacrent à cette culture et la surface moyenne par exploitation productrice s'élève en moyenne à 0 ha 38 ares.

L'originalité de la culture du tabac repose sur un système de contrats réalisés entre le monopole d'Etat S.E.I.T.A. et l'agriculteur ayant un permis de culture assurant à celui-ci des prix garantis, des primes selon des normes de qualité, un écoulement certain et une couverture en cas d'accidents entraînant des rentrées d'argent sûres et aussi la certitude de rembourser un prêt à la Caisse de Crédit Agricole, si besoin...

Disons que toutes ces améliorations sont en partie dues à la lutte qu'ont menée depuis un demi-siècle les producteurs... D'autre part, à l'inverse de la culture céréalière, par exemple, cette production est déficitaire ou contrôlée selon les besoins et l'Etat est, comme chacun sait, largement bénéficiaire entre le producteur et le fumeur !..

L'acheminement vers un marché commun agricole unique entraîne des remises en question pour cette culture. Prévoyant le danger, des syndicalistes avaient, dès juillet 1967, proposé un accord garantissant les producteurs français, propositions soutenues par le monopole d'Etat et bien sûr par la Fédération des planteurs.

Mais, en juillet 1969, le parlement européen de Strasbourg, en l'absence des députés français et italiens (paraît-il ?), adoptait un projet dit « Pro-

jet Lulling » enlevant le caractère de monopole d'Etat à la culture pour remettre la production tabacole nationale aux dures lois du marché libre de la C.E.E.

En fait, 5 groupes industriels devraient s'appropriier le marché des tabacs, les groupes proposant eux-mêmes, après la suppression des monopoles d'Etat, des contrats de culture sans garantie de prix (plus d'arbitrage, de commission paritaire, etc.), sans couverture, etc. Ces groupes, au nom du libéralisme, pèseront sur les prix par la vente aux enchères et feront la loi sur le marché en s'approvisionnant eux-mêmes hors de la C.E.E.

Pour peser sur les cours, les groupes industriels achèteront des tabacs étrangers vendus au « cours mondial », provenant des pays du tiers monde dont la culture est assurée par un sous-prolétariat misérable exploité par les sociétés américaines et leurs filiales et aidées sur place par les aristocraties locales.

Si nous devons en arriver là c'est la liquidation de l'exploitation familiale, la culture du tabac étant rendue « libre », passant entre les mains des sociétés agricoles ou des groupes financiers...

Les planteurs de tabac ne refusent pas le progrès, bien au contraire, chacun s'adapte, s'accroche... C'est donc une question sociale (sans charité, puisque l'Etat français réalise de confortables profits...), humaine, politique qui doit faire reculer ce funeste projet proposé par le parlement européen de Strasbourg. Ce projet de démantèlement du monopole sera discuté en octobre 1969 à Bruxelles où nous assisterons à la grande confrontation.

D'autre part, si nous examinons ou entrevoyons d'autres perspectives dans un contexte à la fois économique, sociologique et humain, la culture du tabac a fixé une population agricole

dans le Sud-Ouest et plus particulièrement dans des contrées les plus déshéritées.

Aussi, qu'advierait-il pour notre voisin, le département du Lot, dont près de 4.000 exploitants cultivent le tabac et qui, malgré la pléthore de présidents, anciens présidents, ministres, etc., ne connaît aucune industrialisation prête à absorber l'excédent rural, mais qui reste un des départements les plus sous-développés de France ?

Cet exemple précis fourni par la production tabacole pourrait donner à réfléchir sur le grave problème de la désertion des campagnes souhaitée dans les grandes lignes par le plan Mansholt qui, lui aussi, n'a pas prévu la possibilité de se reconvertir sur place.

Le maintien de la culture du tabac sous sa forme actuelle impose deux choix politiques :

- 1° soit l'absorption des producteurs dans les rouages de la jungle capitaliste,
- 2° soit la lutte pour une promotion humaine, entièrement responsable autour d'un outil économique qui devra être de plus en plus contrôlé...

Aujourd'hui, c'est le tabac, demain ce sera peut-être l'O.N.I.C., le lait, qui se place de plus en plus sous la coupe des groupes financiers... Le capitalisme européen et américain tisse sa toile sur les produits agricoles.

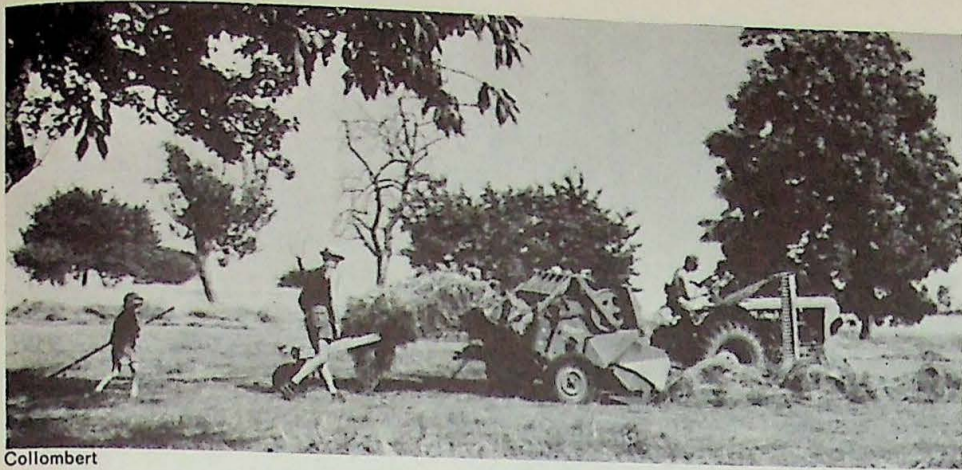
Depuis la Libération on a laissé s'installer les bourgeoisies à la tête de l'Europe. Mais des signes avant-coureurs, que n'avaient pas prévus les capitalistes petits et grands, font comprendre qu'une gauche nouvelle en Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, lutte et désire réaliser une Europe socialiste. Pour sa part, le P.S.U. est partie prenante pour la réalisation de cette Europe. □



Collombert



Collombert



Collombert

# L'affaire Perrier-Sapiem-Genvrain

Rémy Grillault

Les récents plans concernant l'agriculture (Mansholt, Boulin, Vedel) peuvent faire illusion et laisser croire que les pouvoirs publics sont les maîtres de l'évolution de l'agriculture. En réalité, les centres de décision qui infléchissent celle-ci sont d'une part, les producteurs agricoles et, d'autre part, les firmes intéressées à l'agriculture, soit comme fournisseurs de facteurs de production (engrais - machines - bâtiments - aliments du bétail, etc.), soit comme transformateurs des produits (lait - viande - céréales, etc.). L'histoire récente (depuis 10 ans) montre que les politiques de ces firmes (Recherche - implantations - diversification) exercent des effets de plus en plus contraignants sur les exploitations.

Ce sont les grandes sociétés qui prennent les initiatives, le ministère de l'Agriculture s'efforçant quant à lui, dans un premier temps, d'en compenser les effets trop néfastes (non pas pour les agriculteurs, mais pour la paix sociale), puis (compétitivité, efficacité et productivité obligent !) s'adaptant aux désirs des groupes industriels. L'exemple de la limitation de la taille des élevages de poulets illustre bien cette tendance : dès 1960, les trusts de l'alimentation animale ont voulu créer de grands élevages intégrés près des centres de consommation ; mais la réaction des petits éleveurs (en particulier dans l'Ouest) a été si vive que, pour les calmer, les pouvoirs publics ont institué un décret limitant la taille des élevages en 1962 ; cette restriction, attaquée constamment par Purina, Unilever-Cofna, Cargill-Henz, etc., n'en a plus pour longtemps, si l'on se réfère au récent discours du Premier ministre qui entend « favoriser une agriculture de compétition ayant toutes les chances et capable de supporter toutes les charges d'une activité industrielle normale ».

## Ceux qui gagnent de l'argent avec du lait

A force d'entendre les récriminations des producteurs qui ne sont pas assez payés, de l'Etat qui engloutit des sommes folles dans le soutien des prix, on en vient à oublier un aspect essentiel du problème laitier : à savoir qu'il y a des gens qui gagnent beaucoup d'argent avec le lait : les propriétaires des grandes sociétés de transformation et de commercialisation du lait et des produits laitiers. Un seul

exemple récent : Bel (qui va fusionner avec Genvrain) annonce, pour le premier semestre 1969, un doublement de ses bénéfices par rapport à la même période de 1968 : 5,5 millions de francs... Que penser lorsque la presse répète qu'il y a trop de lait, et qu'on assiste en même temps à la concurrence acharnée que se font les sociétés pour développer leur collecte ? Que penser lorsqu'on voit la concentration rapide de l'industrie laitière, les sociétés qui fusionnent, qui se rachètent : on ne se bouscule pas pour racheter très cher des choses qui ne valent rien... Pas vrai ? Alors l'évidence apparaît : certains « font leur beurre » dans l'industrie laitière. Et dans le cas du lait, production encore très dispersée, on ne peut que souligner le scandale de la fortune de quelques-uns édiflée sur la pauvreté de millions de petits paysans : c'est, sans doute, ce que le Ministre de l'Agriculture et de « bons auteurs » appellent la solidarité des industries agricoles et alimentaires avec l'agriculture !...

Voilà le contexte dans lequel il faut placer la tentative de rachat de Genvrain par Sapiem-Perrier.

## Presse bourgeoise et objectivité

Les réactions de la presse dite d'information sont particulièrement instructives.

« Perrier-Sapiem s'attaque au holding Genvrain », titre le quotidien « Les Echos » ; tandis que « La Vie Française », l'hebdomadaire financier, affirme « En vue de créer un Nestlé français, le groupe Perrier lance une O.P.A. sur Genvrain » ; « le Monde » s'interroge « l'industrie alimentaire française pourra-t-elle freiner la pénétration étrangère ? » ; « L'Ouest concerné par la bataille de géants dans l'industrie laitière » ajoute « Ouest-France » qui a des préoccupations régionales mais qui n'explique pas à ses lecteurs en quoi l'Ouest est concerné... Ce qui est mis en avant dans ces articles, c'est le côté spectaculaire du match entre les protagonistes, la bagarre. Il faut que le lecteur frémissse de contentement devant les renversements de situation (le petit musclé s'attaque au gros molasson — Bel entre dans la danse — les cours grimpent, etc.) et ressente le côté sportif de l'affrontement ! Pour obtenir définitivement son adhésion et pimenter la chose, il est laissé entendre que de vilains trusts

étrangers (Nestlé - Unilever) ont des visées sur notre lait national...

## Presse bourgeoise, presse de classe

Un rapide calcul montre qui, effectivement, est concerné par cette affaire :

Il y a, bien entendu, quelques capitalistes propriétaires des trois affaires en lutte (Genvrain, Sapiem-Perrier, Bel) et leurs alliés : 500 personnes au maximum.

Il y a les quelques 27.000 personnes employées par les trois groupes dans leurs usines.

Il y a les 120.000 producteurs de lait (environ) qui apportent aux usines 2,5 milliards de litres par an.

Il y a, enfin, les millions de consommateurs de produits laitiers. Or, les informations diffusées par la presse, les commentaires sont destinés uniquement aux actionnaires pour les éclairer sur leurs intérêts... En ces temps de « participation » pas un mot sur le personnel ; pas un mot sur les fournisseurs de lait, cette « clientèle » qui sera pourtant estimée et vendue en même temps que les usines... pas un mot pour souligner auprès des consommateurs le danger de monopole contenu dans ce regroupement qui contrôlera :

- 65 à 70 % du marché en lait frais de l'agglomération parisienne,

- plus de 80 % du marché des fromages à pâtes pressées (Saint-Paulin, Port-Salut, Edam),

- 75 % du marché des fromages fondus

et qui aura largement la première place sur le marché des pâtes molles (cammemberts - carrés, etc.).

## Une affaire qui marche

Il eut été intéressant encore, pour l'édification de l'opinion publique, de décrire un peu plus profondément le groupe Perrier-Sapiem. Il est né, dit-on, de la rencontre de deux capitaines d'industrie : Leven qui a fait fortune avec l'eau minérale (c'est vendu à peine plus cher que le lait, et cela demande tellement plus d'investissements ? !) et Menasché qui lui s'est fait un nom et beaucoup de billets de banque dans le caoutchouc en Indochine : il est toujours, d'ailleurs, P.D.G. de Mapa-Fit, première affaire française de fabrication d'articles en caoutchouc (sauf les pneus), qui détient en outre une participation importante dans Hutchinson. Une question vient tout de suite aux lèvres : pourquoi des capitaux issus d'activités aussi rentables que l'eau minérale et le caoutchouc viennent-ils s'investir dans l'industrie laitière aux profits plus moyens ? La réponse semble être que ces capitaux ne sont pas entrés dans l'industrie laitière pour y rester, mais dans le but de réaliser une opération financière. Et c'est là qu'il convient de mettre en lumière une singulière association capitaliste.

## On rassemble, on retape, et on revend

Cette association ne gravite pas autour de Leven, mais autour d'une famille de barons : Alexis, Alain, François de Gunzburg. Cette bonne famille est établie au Canada (Distillers-Seagram la grande affaire de boissons alcooliques, qui contrôle les champagnes Mumm notamment), en Grande-Bretagne (banque Samuel and Montagu) et en France (banque Seligman et Hirsch,

Union des Transports et Participations, etc.). A l'époque où se constituait la Sapiem, Alexis de Gunzburg est devenu un important actionnaire de Perrier ; et tous deux, de Gunzburg et Leven, se sont associés au sein de l'Union Financière de Paris, dont l'objet est « l'étude et la réalisation de tous projets internationaux, notamment sur le plan européen ». Sous cette dénomination pudique se cache en fait une entreprise de revente « d'affaires d'occasion ». Le système est simple : il s'agit, dans des secteurs pas encore concentrés, de racheter un certain nombre d'entreprises moyennes et régionales, pour reconstituer un ensemble rationalisé, susceptible d'intéresser un investisseur étranger.

C'est ainsi que l'U.F.P. (Union Française de Paris) a créé, dans le secteur du café, l'UFIMA, autour du « Planteur de Caïffa », puis, en 1967, a revendu sa participation majoritaire dans l'affaire au groupe américain « Standard Brands ». La même « rationalisation » a été opérée dans le secteur de l'Édition : après avoir rassemblé la librairie Plon, les Editions Julliard, l'Union Générale d'Éditions, les Editions du Rocher et Séquana, la majeure partie de l'ensemble a été cédée au Danois Nielsen. Dans le secteur de la confiserie, il semble que le même sort attende « UFICO » (bonbons, Lorient, Dupont d'Isigny, Chocolat Menier, Rozan), qui est déjà marié au groupe anglais Cavenham Foods (600 millions de francs de chiffre d'affaires), dont l'un des principaux actionnaires est... Alexis de Gunzburg ! Enfin, dans l'industrie laitière, l'U.F.P. a participé à la création de la SAPIEM, et il n'est donc pas exclu que l'ensemble Genvrain-Sapiem (ou Sapiem seul si l'O.P.A. échoue) ne soit destiné à être offert sur un plateau à Unilever, Nestlé, ou un quelconque trust américain ou anglais.

## L'argent n'a pas de patrie

Ces informations permettent de savoir en connaissance de cause les développements sur « le Nestlé français »... et les déclarations officielles sur les « impératifs de la restructuration industrielle ». En tous cas, Perrier-Sapiem réalise son coup avec la bénédiction des pouvoirs publics qui font du porte à porte auprès des trusts nationaux en leur disant à peu près : « Absorbez, absorbez ! c'est votre B.A. (bonne action) pour la France... ». Cette méthode fait penser à un gendarme qui, pour se défendre de brigands étrangers, susciterait des brigands sur son propre territoire !

## En guise de conclusion

Il y aurait encore beaucoup à dire sur cette péripétie de la concentration capitaliste. On pourrait notamment s'intéresser à « Sodelvage », cette « Société de développement d'élevage dans les exploitations familiales » qui n'est pas, comme on pourrait le croire, une émanation des syndicats d'exploitants, ou des coopératives, mais une filiale commune à plusieurs groupes capitalistes français, dont en particulier Genvrain et deux sociétés qui trempent dans le complexe Perrier-Sapiem, à savoir la banque Odier, Bungener et Courvoisier, et J.A. Goldschmidt (commerce des céréales et tourteaux, administrateur de Cavenham Foods...).

Nous avons voulu seulement, à partir d'un événement complètement « neutralisé » par les organes d'information, montrer quels arguments pouvait en retirer le militant socialiste, dans sa lutte contre les monopoles en cours de formation avec l'appui bienveillant des pouvoirs publics. □



Collombert

## La répression chez Elf

Gérard Féran

Les « braves gens » comme on dit qui « sont pour les ouvriers » mais qui trouvent qu'ils y vont un peu fort dans leurs revendications pourraient méditer avec profit ces quelques informations sur la façon dont le patronat s'y prend pour bafouer les plus élémentaires droits syndicaux.

Ainsi dans la société ELF (service recherche-exploitation) une réduction d'horaire devait intervenir, l'ensemble des syndicats décide de consulter le personnel sur les diverses possibilités d'aménagement des horaires. 1.200 questionnaires sont distribués. Neuf cents personnes les retournent, dûment remplis, dans les trois jours qui suivent. Les syndicats demandent alors une entrevue avec la direction afin de lui faire connaître les préférences du personnel. Celle-ci refusa tout dialogue.

Bien mieux, par l'intermédiaire d'un militant de F.O. elle pose un véritable ultimatum demandant le retrait de l'affiche donnant les résultats de cette consultation. L'affiche restant sur les panneaux syndicaux, la direction décide de renforcer sa pression sur les sections C.G.T. et C.F.D.T. et, à titre d'exemple, éloigne de manière délibérée le secrétaire de la section C.G.T. en l'envoyant sous 48 heures à l'étranger, le mettant ainsi dans l'impossibilité de remplir ses fonctions.

Cette action d'éclat une fois accomplie, la direction sort le 1<sup>er</sup> octobre une note où, unilatéralement elle décide de la mise en application de la solution retenue par 7 personnes sur 900 ! Peut-être entendait-elle par là confirmer le rôle capital des minorités agissantes !

Quoi qu'il en soit, ces agissements coïncident curieusement avec un certain nombre de décisions qui portent atteinte à la sécurité de l'emploi des travailleurs. Ainsi différentes notes indiquent

successivement que la hiérarchie doit désigner à la direction 10 % du personnel dont le rendement serait inférieur à la moyenne ; qu'en cinq ans, 250 postes doivent être supprimés (soit 10 % du personnel).

Enfin à BOUSSENS, cinquante-six agents sont licenciés sous prétexte qu'« en raison de leur âge ou de leur état de santé, ils ne sont plus à même d'occuper leur emploi de façon normale ».

### Instaurer une véritable démocratie syndicale

Face à ces atteintes au droit syndical et à la sécurité de l'emploi, une réaction d'ensemble du personnel s'avère nécessaire. Encore faut-il que les dirigeants syndicaux représentent effectivement quelque chose. A cet effet un tract d'explication est distribué le 17 octobre par les sections C.G.T. et C.F.D.T. On peut y lire notamment :

« L'objet premier de l'attitude répressive de la direction est de briser le contact entre les syndicats et le personnel, de laisser se perpétuer la situation où les syndicats se substituent au personnel et prétendent parler à sa place et sans fin... »

« Nous pensons que les revendications ne peuvent être satisfaites que par une **lutte collective** du personnel... Il ne faut pas laisser quelques « têtes » syndicales arbitrer les conflits au gré de leur seule volonté. »

Dès lors la seule solution possible pour que puisse s'exercer une véritable démocratie syndicale c'est la **convocation d'assemblées générales du personnel durant les heures de travail**. Rien de très nouveau dans cette revendication. Ces assemblées existent déjà dans un certain nombre d'entreprises (S.N.P.A., ANTAR, DONGES, etc.). Nul doute que cela ne

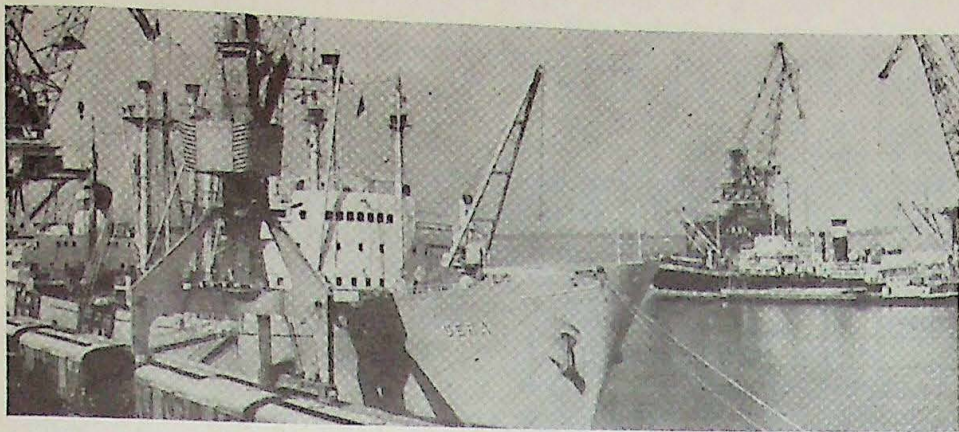
soit possible à ELF. Cette revendication a été formulée à plusieurs reprises depuis mai 1968 mais sans succès. Sans doute faudrait-il que les travailleurs disposent eux-mêmes de ce droit comme ils l'ont déjà fait une fois en obtenant pendant deux heures la salle de cinéma de l'entreprise. Apparemment c'est le seul langage que comprend le patronat.

### Seule la lutte paie

La lutte continue à ELF pour obtenir un minimum de dignité dans les conditions de travail. Aujourd'hui le combat porte particulièrement sur le problème de l'attribution autoritaire des postes et sur l'expatriation des agents. Ainsi une commission de travail intersyndicale demande notamment « que dans le cadre d'un planning du personnel élaboré et publié par la direction, les agents qui le désirent puissent offrir leur candidature à tel ou tel poste, expatrié ou non ». Elle insiste pour que l'affectation d'un agent à l'expatriation se fasse avec son consentement et que les postes à pourvoir fassent l'objet d'une large publicité auprès des agents. C'est bien la moindre des choses, non ? Mais apparemment la Société ELF ne l'entend pas de cette oreille.

Encore une fois l'expérience prouve que la lutte seule est payante. C'est d'ailleurs ce que concluait un responsable syndical en affirmant devant le personnel : « Vous jugerez peut-être utopiques ces revendications puisque le patron n'est pas prêt à donner son accord. Certes ! Mais si le personnel prend conscience de sa force, force restée jusqu'à maintenant assoupie, il obtiendra des conditions de travail plus satisfaisantes car la direction sera obligée de tenir compte de cette force... »

Un demi-siècle de luttes ouvrières en témoigne !



Saint-Nazaire

# Luttes en série

Anne-Marie Lefranc

Débrayages, occupations d'usines, barrages de route se multiplient dans la région de Saint-Nazaire. Les sources de conflits ne manquent pas.

Tantôt il s'agit de licenciements d'ouvriers des usines sous-traitantes (encore qu'ils ne soient guère soutenus par les ouvriers des grosses entreprises, parce qu'ils acceptaient trop souvent de travailler douze heures par jour).

Tantôt ce sont les ouvriers de l'aéronautique que menace le chômage lorsque sera constitué le nouveau holding des différentes usines d'aviation (qui permettra une décentralisation déguisée de Sud-Aviation).

Récemment, 1.500 ouvriers des Chantiers de l'Atlantique ont été pendant trois semaines en chômage technique parce que Usinor-Dunkerque n'avait pas livré des tôles en temps utile. Ils devront maintenant travailler le samedi après-midi pour répondre à l'afflux des commandes.

**du nouveau pour votre équipement**

*duplication*

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

*Gestetner*

## L'empreinte de mai

Dans une filiale de Sud-Aviation, le conseil d'administration a dénoncé l'accord qui avait conclu une période de grève et qui comportait à la fois l'extension des droits syndicaux et la diminution du temps de travail, par étapes, sans diminution des salaires. Les six cents ouvriers de l'entreprise ont donc relancé un mouvement dur : grève et manifestation.

Tous ces mouvements témoignent, par leur dureté, par l'importance des discussions à la base, des transformations apportées par le mouvement de mai. Dans les entreprises de pointe, en particulier, les revendications deviennent de plus en plus qualitatives. Les augmentations de salaire comptent moins que la volonté politique de renverser le capitalisme.

## Priorité à la formation politique

Mais le problème, que révèlent les assemblées de discussion sur les lieux de travail, c'est le manque de formation politique de nombreux travailleurs. C'est pour y répondre que les militants C.F.D.T. d'Antar-Dongé viennent de tenir, avec Edmond Maire, une journée de formation portant sur l'auto-gestion, la diminution de la hiérarchie des salaires, les conseils d'entreprise.

Mais c'est à travers la multiplication des réunions sur les lieux de travail que se fera la formation de tous les travailleurs (et plus seulement celle des délégués). C'est la préparation indispensable à l'avènement de la future société autogérée pour laquelle nous nous battons. □

Thomson-C. S. F.

# Débat à la base

Pierre Gautier

Le vendredi 24 octobre, la colère était grande parmi les Agents Techniques, à la suite du comportement inqualifiable de la direction locale à l'encontre de deux camarades d'un même labo.

Voici les faits :

En premier, le cas d'une étude importante qui n'a pas évolué favorablement selon les critères de la direction. L'équipe d'étude se composait d'un ingénieur électro-mécanicien, de trois ingénieurs stagiaires et d'un agent technique. Pour résumer ce cas le technicien est reconnu seul coupable de l'échec. C'est, paraît-il, un incapable et on lui demande de chercher un emploi ailleurs. Il est à noter qu'il revenait du service avec un cours-stage à la C.S.F. Brest puis Malakoff. C'est donc le cas type du pion que l'on déplace à la demande.

En second, un agent technique prépare une thèse d'ingénieur du C.N.A.M. Il a à ce jour terminé une étude à la C.S.F. Issy-les-Moulineaux et doit aller préparer sa thèse à Malakoff. N'ayant pas obtenu d'augmentation depuis fort longtemps (27 mois) il s'en inquiète. La réponse est que cela est déjà beau qu'on lui accorde quelques minutes de-ci, de-là, pour suivre ses études. Comme quoi cela est considéré comme « rallonge », de plus on n'apprécie guère les cours du C.N.A.M. donc il a peu de chance d'obtenir un

poste, sa thèse terminée. En outre son travail est jugé médiocre.

A la suite de ces deux faits, les A.T., essais comme étude, se réunirent au labo dès 16 h. pour un débat à la base. Ce débat fut animé et chacun dit sa réprobation devant de tels agissements et se déclara solidaire de nos deux camarades. Il fut alors décidé de se rendre en groupe auprès du chef du personnel. Celui-ci se refusa à traiter de ces problèmes avec un tel nombre de personnes et exigea une délégation restreinte, ce que les techniciens n'admirent pas. Le combat contre l'arbitraire continue donc.

De tout ceci quelques remarques simples :

Le système capitaliste est-il à même d'engendrer autre chose que cet ersatz de rapport humain ?

Si en période de prospérité le masque peut passer (on fait du social) il est certain que lors des périodes difficiles le vernis se craquelle (plus de relations humaines ou bien d'apologie à la promotion sociale). Alors le salarié, quel que soit son rang, d'objet utile quand il peut produire, devient indésirable quand on n'a plus rien à lui faire produire.

Et enfin que penser sinon que la société ne deviendra équitable que lorsqu'elle se construira par l'homme et pour l'homme et non sur la base du profit. D'où la nécessité plus que jamais actuelle de l'alternative socialiste. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 3

Rosa Luxembourg, Œuvres. Tome 1 .....	6,15
» » Tome 2 .....	6,15
» » Tome 3 .....	6,15
» » Tome 4 .....	6,15
Premiers pas dans l'Economie, Albertini .....	24,00
Dans 30 ans, la Chine, R. Guillain .....	6,00
Critique de la Société, T.-B. Bottomore .....	20,60
Précis Historique et Théorique de Marxisme-Léninisme, J. Roux .....	10,70
Pouvoirs Politiques et Classes Sociales, N. Poulantzas .....	24,65

Prix réel ..... 110,55

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. Paris 58.26.65

PAIEMENT A LA COMMANDE

# Des bourgeois fiers, des ouvriers durs

De notre correspondant à Toulouse

Chef-lieu de canton (11.000 habitants) mi-urbain, mi-rural, au confluent du Tarn et de la Garonne, dans cette vallée de la moyenne Garonne dont on se plaît à dire qu'elle est un des jardins de la France.

Commune fière de ses édifices romans : cloître et tympans ; Malraux n'a-t-il pas dit : « Le génie roman, c'est l'éternel Moissac ». Fière de son « chasselas doré », raisin de luxe minutieusement cultivé et préparé dans de petites exploitations familiales, commercialisé encore aujourd'hui par de très nombreux expéditeurs-parasitaires composant l'aristocratie locale.

Une municipalité « apolitique » fière de son maire-conseiller d'Etat (antigaulliste ou gaulliste suivant les circonstances) ; fière d'un hôtel 3 étoiles dont elle a encouragé l'installation dans un moulin du XV<sup>e</sup> des bords du Tarn (moulin qui était possession municipale) et qui au bout d'un an et demi d'existence est sur une pente bien glissante... ; fière de ses services municipaux dirigés par un colonel en retraite qui a la hantise des syndicalistes-maoïstes et pour qui les Moissageais sont des « c... », comme il aime à le proclamer.

Quelques entreprises familiales de moyenne importance, quelques coopératives ou SICA pour la collecte et la vente des fruits, une importante entreprise de transports, une entreprise de travaux publics d'environ 200 ouvriers, une seule usine « digne » de ce nom, la TARGA (filiale du groupe SALPA), qui, avec ses 800 à 900 ouvriers, livre entre autres aux firmes automobiles des joints et des tapis de sol en caoutchouc.

Jusqu'en 1968 pas de syndicalisme à Moissac excepté bien évidemment les administrations : centre des impôts, P.T.T. et central téléphonique, enseignement. Et pourtant des salaires ridiculement bas, notamment les salaires féminins, dans deux entreprises de confection pour enfants (avec beaucoup d'ouvrières à domicile rudement exploitées).

Après quelques timides tentatives d'implantation syndicale en mai-juin 68, très vite « l'ordre » a été rétabli : « ordre des notables » illustré par l'élection dans la circonscription d'un député F.G.D.S. d'origine radicale-socialiste (c'est le moins qu'on puisse faire dans le fief de la famille Baylet et de son journal « La Dépêche du Midi »), « barrière républicaine » face à un candidat moissageais apparenté gaulliste, docteur

d'origine poussé par le préfet Schmidt ami personnel de Frey et aujourd'hui au ministère de l'Intérieur (en avancement pour avoir fait élire un autre docteur gaulliste dans la 2<sup>e</sup> circonscription du département)...

Pour les notables locaux aujourd'hui un grand espoir ! Un plan d'eau à partir d'installations EDF sur la Garonne : un barrage à Maleuse, 6 km en aval de Moissac, une centrale thermonucléaire à Golfech à 17 km en aval. Sept à huit ans sont prévus pour la réalisation complète. Déjà un fait certain : les loyers ont augmenté et le prix des terrains a fait un bond prodigieux... bons débuts pour un tourisme populaire que l'on voudrait développer.

## La TARGA, un « patron choc » et la C.G.T.

Depuis près de 10 ans la TARGA n'avait pas connu de mouvements revendicatifs...

Depuis dix ans un « patron de choc » — aujourd'hui en grade et devenu inspecteur des usines française, italiennes (Milan) et espagnoles (Pampelune) du groupe — avait réussi à empêcher toute implantation syndicale sérieuse en dehors des deux « syndicats-bidons » : F.O. et indépendant (de quoi ?). Pour cela il avait utilisé tous les moyens traditionnels : licenciements préventifs, mauvais postes pour écœurer les possibles responsables, menaces en tout genre ; en outre, il avait organisé, dans l'usine et en ville, un « remarquable » réseau de renseignements et de délation avec l'aide de certains cadres ; il tenait à jour un « petit livre noir ». Il profitait aussi du fait que au moins un tiers des ouvriers étaient des ouvriers-paysans venant chercher à l'usine un appoint.

La TARGA, outre un système de primes arbitraire et incompréhensible, des cadences considérablement augmentées depuis 1968, se trouvait être ainsi l'usine du département distribuant les salaires les plus bas. Alors que le S.M.I.G. horaire est fixé à 3,27 F, les horaires de l'usine trouvaient sur leurs feuilles de paie des taux variant de 2,85 F à 3,10 F.

C'est dans ces conditions que le 17 octobre quelques ouvriers courageux, mais inexpérimentés au plan syndical et sans doute insuffisamment conseillés, déposaient les statuts d'une section C.G.T. La réponse patronale ne se faisait pas attendre... A la suite d'une entrevue (le 21) entre, d'une part, le secrétaire et un mem-

bre du bureau de cette section C.G.T., d'autre part la nouvelle direction et l'inspecteur-ancien directeur alerté pour la cause, deux ouvriers qui figuraient sur la liste C.G.T. étaient illégalement et arbitrairement licenciés à compter du 22. Motif invoqué : fautes professionnelles, c'est-à-dire des absences répétées comptabilisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1969 jusqu'au 14 septembre 1969 et dont certaines coïncidaient avec des congés de maladie, une seule étant non motivée ; chacun sait qu'une faute professionnelle doit être sanctionnée sur-le-champ... Les lettres de licenciement étaient datées du 21 donc tapées immédiatement après l'entrevue et connaissance de la liste C.G.T.

Le 24, les travailleurs de la TARGA unanimes (à l'exception des délégués F.O. et indépendants), répondaient à cette provocation en débrayant une heure au début de chacun des trois postes ; ceci à l'appel de l'U.D.-C.G.T. qui leur demandait de « poursuivre leur action jusqu'à la réintégration des deux licenciés » (tract du 24). Nombre d'ouvriers, libérés par ce mouvement après plusieurs années de silence, étaient prêts à durcir le mouvement.

Le 25, revirement du secrétaire fait savoir qu'il refusait le soutien extérieur des organisations syndicales de la ville (sans doute parce qu'il avait été proposé par des militants syndicalistes

connus pour être P.S.U. donc « gauchistes »). Ce secrétaire a eu, le 24 à 11 heures, **seul**, une entrevue avec la direction. A la suite de cette entrevue, il fait distribuer un tract (le 25) où, contre de vagues promesses de discussions de salaires et de reconnaissance de la section C.G.T., il déclare accepter que les licenciements suivent leur cours en justice. Dans le même tract vert, il demande aux ouvriers de reprendre le travail...

Le 26, un dimanche, la direction discute des salaires avec les « syndicats-bidons » et **sans le délégué C.G.T.** Elle « octroie royalement » des augmentations prévues depuis deux mois :

— 12 centimes de plus par heure pour les horaires à compter du 1<sup>er</sup> novembre.

— une promesse d'augmentation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 pour les mensuels.

Rien sur les cadences ! Rien sur l'aménagement de la grille des salaires ! Rien sur les primes ! Rien sur la mensualisation des salaires ! Rien sur l'intéressement ! Tout ceci figure pourtant sur le tract C.G.T. du 25.

La C.G.T. n'a-t-elle pas été jouée ?

Beaucoup d'ouvriers de la TARGA n'ont pas compris ! Le rapport de forces était en leur faveur à la suite de ce courageux mouvement ! Ils n'ont obtenu que des miettes...

A quand la grande explosion ?

## « P.S.U. DOCUMENTATION » reparait

avec un numéro double (8 et 9) consacré à « l'histoire du Parti »

### Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 2 - La crise du système monétaire international.
- 3 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 4 - L'échelle mobile des salaires.

### A paraître

- Les classes sociales.
- Histoire du trotskysme.
- Les problèmes de l'emploi.
- Capitalisme et urbanisme.

**Abonnement :** les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

# Vers la « normalisation » germano-polonaise

Victor Fay

L'avènement du parti social-démocrate au pouvoir en Allemagne fédérale, après une éclipse de quarante ans, s'il ne prépare aucun changement profond en politique intérieure, laisse présager une ouverture en direction de l'Europe orientale. Cette ouverture, qui s'annonce prochaine, semble devoir être bien accueillie à Moscou et à Varsovie, nettement moins bien à Berlin-Est.

Des deux côtés, on enregistre un progressif assouplissement d'attitude. Pourtant, les points de départ étaient tellement éloignés que le rapprochement paraissait difficile. A Bonn, la politique du chancelier Adenauer a été tout d'abord atténuée, puis, peu à peu modifiée. On ne compte plus sur la réunification de l'Allemagne à la faveur d'une défaite soviétique. La doctrine Hallstein, qui considérait la République fédérale comme le seul représentant légitime de l'Allemagne tout entière et qui menaçait de rupture les Etats qui oseraient reconnaître la République démocratique, a été en pratique abandonnée. Bien qu'avec plus de discrétion, on s'abstient de réaffirmer à Bonn que Berlin-Ouest fait partie de l'Allemagne occidentale.

Certains tabous subsistent : la reconnaissance officielle de la frontière Oder-Neisse et de la République démocratique n'est pas pour demain. Là aussi, des progrès ont été faits et de nouvelles formules avancées. Brandt est disposé à reconnaître les frontières actuelles (sans signer un accord sur celle d'Oder-Neisse) ainsi que l'existence de l'Etat est-allemand. En attendant la signature du traité de paix allemand, il se propose d'établir des relations diplomatiques avec la Pologne.

A Varsovie également les signes de détente apparaissent. Le 17 mai dernier, dans un discours retentissant Gomulka s'est affirmé prêt « à signer à tout moment avec la République fédérale un accord sur les frontières », sans exiger comme auparavant la reconnaissance officielle de la République démocratique. Malgré l'absence d'une « réponse concrète », et tout en exprimant sa déception, le leader polonais n'a pas fermé la porte aux pourparlers. « Les échos que la proposition polonaise a éveillés... a-t-il ajouté en juillet, témoignent que le problème de la reconnaissance de la frontière Oder-

Neisse était mûr, qu'il pouvait être résolu pleinement et définitivement et que personne ne pourrait l'enlever de l'ordre du jour. »

Moscou lui aussi montre à l'égard de Bonn un visage plus avenant. Avant même les élections, Gromyko a exprimé l'intention de son gouvernement de normaliser les relations avec la République fédérale. Tout en proclamant le caractère intangible des frontières polonaises et est-allemandes, ainsi que la nécessité de reconnaître la Ré-

n'exigera pas sa reconnaissance de jure avant d'engager les pourparlers. Ceux-ci s'annoncent difficiles, les progrès économiques et la situation politique plus détendue permettant aux dirigeants est-allemands de se montrer plus pointilleux que leurs protecteurs soviétiques.

Combien de temps ces réticences à l'égard de la détente Est-Ouest pourront-elles durer? Il paraît improbable qu'Ulbricht puisse empêcher à la longue un rapprochement Moscou-Bonn. Déjà Gomulka, si intran-

Quelle différence de situations! L'Allemagne de l'Est tend à consolider son existence et à accéder au statut d'un Etat à part entière, qu'elle espère obtenir en participant à la conférence sur la sécurité européenne. Jusqu'à présent, elle n'existe qu'en sa qualité d'Etat-tampon, créé de toutes pièces par la puissance tutélaire. Sa réussite économique lui permet de réduire l'écart du niveau de vie entre les deux Allemagnes, d'opposer à Berlin-Ouest, cette vitrine du capitalisme occidental, un Berlin-Est qui se modernise et s'enrichit à pas de géant. Tant que subsiste l'actuel rapport de forces, la République démocratique n'a rien à craindre. Dès qu'il sera modifié, en défaveur de l'U.R.S.S., et il est impossible d'exclure cette éventualité, Moscou cherchera à passer un compromis avec Bonn et n'hésitera pas, si sa sécurité et sa prospérité sont à ce prix, de « suicider » par pression et persuasion — contre de solides avantages et garanties — le plus fidèle de ses satellites.

La Tchécoslovaquie, création du traité de Versailles, renaissant après des siècles de sujétion, ne peut compter, malgré l'avatar de l'occupation et ses conséquences, que sur l'U.R.S.S. pour échapper à la domination allemande et pour obtenir de Brandt, qui y semble disposé, l'annulation des accords de Munich. Elle n'a pas de choix et ses dirigeants, quels qu'ils soient, en sont convaincus, après la décevante expérience de la Petite Entente et de l'alliance occidentale. Seule une Europe socialiste lui permettrait d'échapper à ce dilemme.

Coincée entre la Russie et l'Allemagne, voie de passage de l'une à l'autre, la Pologne n'a pu retrouver son indépendance en 1918 qu'à la suite du conflit entre les puissances partageantes, de la défaite des Empires centraux et de la faiblesse de la Russie soviétique. Elle a subi un quatrième partage en septembre 1939, lors de la conclusion de l'accord Molotov-Ribbentrop. Le partage des zones d'influences entre Staline et les alliés occidentaux a consacré la satellisation de la Pologne. En même temps, en déplaçant loin vers l'ouest les frontières et en chassant les populations allemandes, Staline a fait de la Pologne un Etat uninational. Il a rendu indispensable la pro-



publique démocratique, Brejnev a admis que « les résultats des élections en Allemagne de l'Ouest constituent un succès incontestable des forces démocratiques » et cela malgré la défaite écrasante de la coalition pro-communiste. Il a déclaré en outre que « le temps était venu de passer à certaines mesures pratiques pour préparer la convocation d'une conférence sur la sécurité européenne ». La réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Pacte de Varsovie a relancé cette initiative, Gromyko proposant de la réunir dans la première moitié de 1970.

A Berlin-Est, l'accueil réservé aux avances de Brandt a été beaucoup moins favorable; la presse s'est abstenue de commenter la victoire social-démocrate. On y a mis l'accent sur « la continuité » et non sur « l'ouverture » inaugurée par le nouveau chancelier. Dans les milieux autorisés, on laisse entendre cependant que Pankow

sigeant il y a un an, a mis de l'eau dans sa vodka. On sait que la Roumanie et la Hongrie l'ont précédé et que la Bulgarie ne demande qu'à le suivre. Quant à la Tchécoslovaquie, elle s'alignera d'autant plus vite, après sa mise au pas qu'il est dans son intérêt d'intensifier les échanges avec sa voisine de l'Ouest.

Bon nombre d'obstacles restent à surmonter et ils sont de taille! Mais on désire, des deux côtés, améliorer les relations, tant diplomatiques que commerciales. L'adhésion de Bonn au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui paraît acquise, et sa participation probable à la conférence européenne de sécurité, qui doit proclamer la renonciation à l'emploi de la force, ne pourront que faciliter les choses. En tout cas, le fameux « triangle de fer » formé sous l'égide de l'U.R.S.S., par l'Allemagne orientale, la Pologne et la Tchécoslovaquie, n'est plus qu'un souvenir.

tection soviétique et impossible le renversement des alliances.

Quand la Pologne a été partagée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le rapport de forces entre sa population et celle de ses dépeceurs était en gros de un à trois. Il est actuellement de un à dix. Sur le plan économique, l'écart est encore plus grand. En comparaison avec ses voisins, la Pologne garde l'allure d'un pays sous-développé et cela en dépit des progrès accomplis. Elle dépend des fournitures soviétiques, du pétrole, du minerai de fer, etc. Cette dépendance économique, politique et militaire est telle que Gomulka se fait le champion de l'intégration supranationale des pays du camp soviétique, espérant bénéficier des fruits de sa soumission.

Au cours de plus d'un siècle de lutte pour l'indépendance, quatre orientations principales se sont affirmées en Pologne : pro-allemande, pro-occidentale, fédéraliste et enfin pro-russe. La première, nettement minoritaire, a été représentée encore sous l'occupation allemande par le professeur Studnicki. Elle a été répudiée en raison de la férocité nazie, par la quasi-totalité de la nation. La seconde après l'abandon par les Occidentaux lors de la « drôle de guerre » et de la victoire de 1945 ne jouit que d'une faible crédibilité. La troisième, dont Joseph Pilsudski a été le protagoniste, a subi un double échec. Elle a été rejetée par la majorité des Polonais, hostiles à une fédération où cohabiteraient, sur un pied d'égalité, Polonais, Ukrainiens, Blancs-Russiens, Litvaniens et Juifs ; elle a été mal accueillie par les associés possibles, dont le patriotisme a été blessé par une intense politique de dénationalisation, au cours de la période de 1919-1939, et par leur éviction de l'exercice du pouvoir.

Reste l'orientation pro-russe, favorable à un Etat unilatéral, dans les frontières actuelles garanties par l'U.R.S.S. Gomulka est un partisan résolu de cette solution. Il ne croit pas



A.F.P.

à la possibilité pour la Pologne de mener une politique indépendante entre ses trop puissants voisins. Il a fait son choix et ce choix fait songer à celui de Roman Dmowski, leader du parti national-démocrate, conservateur et antisémite, qui, avant la guerre de 1914-1918, préconisait l'autonomie de la Pologne unifiée sous le sceptre des tsars de Russie.

La bourgeoisie polonaise acquise en majorité à l'orientation pro-russe a été relayée, après 1945, par une nouvelle classe dominante qui, ne pouvant pas, en raison de sa dépendance, détourner contre les Russes le mécontentement populaire, s'est rabattue sur une campagne antisioniste, qui cache mal l'antisémitisme le plus élémentaire. Gomulka s'appuyait jusqu'à présent sur le profond sentiment antiallemand de la population. Il est obligé d'y mettre la sourdine au moment où l'U.R.S.S., en difficile compétition avec la Chine en Asie, cherche à assurer ses positions en Europe.

Tel est l'arrière-plan des prochains pourparlers germano-polonais. Les limites des accords éventuels sont tracées d'avance par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, avec cette différence que la Pologne dépend de plus en plus de l'U.R.S.S., alors que la République fédérale accède au statut de grande puissance.

L'Allemagne occidentale ne peut pas rester à la longue un géant économique et un nain politique. De telles contradictions ne durent qu'un temps. Les dirigeants du Kremlin s'en rendent bien compte. D'où leur volonté de trouver un « modus vivendi » avec Bonn avant que la Chine maoïste ne fasse irruption sur l'arène mondiale. Quant à la Pologne, elle risque, à plus long terme, si aucune transformation fondamentale n'intervient chez ses puissants voisins, de payer les frais d'une réconciliation germano-soviétique. □

**LIVRES** ACHAT MAX. COMPT. à domicile. LAFFITTE 13, rue de Bucy - PARIS 6<sup>e</sup> - DAN. 68-28

# Grandeur et décadence du cinéma polonais

André Biélan

La récente semaine du cinéma polonais à Paris nous a causé une vive surprise (en était-ce vraiment une que cette impression de maturité insoupçonnée ?). Car le cinéma polonais a bien vieilli depuis la génération des Wajda, des Munk et autres, depuis le jai-lissement des années 56 à 60, où un souffle de liberté permit à quelques brillants talents de donner au cinéma peut-être le plus naturellement fécond de l'Europe socialiste ses plus beaux fleurons.

1969 : vingt-cinq ans de socialisme, vingt-cinq ans de cinéma socialiste aussi. Qu'il y ait coïncidence ou non, c'est ce qu'évoque la date choisie pour une manifestation culturelle que l'on a voulu soigner. Certes, Varsovie avait accueilli en 1967 le cinéma français ; rien de plus normal que de rendre la pareille. Mais « l'année 1969, écrit la revue très officielle *Polski Film*, c'est le jubilé de 25 ans de la République polonaise populaire. Entre autres, des manifestations cinématographiques ne manqueront pas à cette occasion... Leur but c'est d'attirer l'attention de la société, surtout de la jeunesse, sur la signification de cet art populaire entre tous, sur son rôle dans la vie sociale et politique... » Dont acte. Notre curiosité se trouve ainsi parfaitement justifiée. Elle l'était pour d'autres raisons. Revenons en arrière.

Avant la guerre et quelques années après, deux cinéastes dominant, qui se sont rencontrés dans le groupe d'avant-garde « Start ». Il s'agit d'Aleksander Ford, que des films sociaux ont rendu célèbre, comme « Légion de la Rue » et Wanda Jakubowska connue pour « La Dernière Etape », de 1948, tableau saisissant du camp de concentration d'Auschwitz, où la réalisatrice avait séjourné.

Le cinéma polonais trouvait alors dans la vie quotidienne, dans une histoire tourmentée et dans l'actualité, ses principales sources d'inspiration. Une tendance au réalisme avait été renforcée par le martyre de la Pologne, et cette tendance au réalisme constitue un des traits essentiels de tout le cinéma polonais. Dans le meilleur des cas, elle devait s'allier sensibilité et vigueur de l'expression. Mais le deuxième quinquennat du cinéma polonais fut marqué par une fâcheuse prédilection pour les films de propagande indigeste et peu éducative, par une vague de films d'espionnage qui ne con-

nurent pas le succès. Seule la personnalité de Ford résista à ce déclin passager. Vers 1955, le régime se prit à reconnaître l'auteur de films en tant que tel.

On put s'exprimer davantage et le respect du principe d'une vision individuelle (mais idéologiquement contrôlée), fut à l'origine de changements administratifs. La production fut réorganisée, les équipes de cinéastes purent s'autogérer, et prendre leurs responsabilités. Dès lors, on vit s'épanouir la tendance au réalisme de toujours : essor des reportages, des courts métrages traitant de tous les problèmes concrets de la société contemporaine. L'actualité (et non plus le « grand sujet » commandé) revenait au fond des films de fiction, surtout dans les films du jeune cinéaste Andrzej Munk. Mais d'autres se laissaient guider par le souci de la forme, de la recherche stylistique qui primait le fond.

Les films souvent n'y gagnaient qu'en complexité. Il est juste de parler d'une tendance esthétisante. Elle n'était pas près de s'éteindre. C'était une

conséquence de la libéralisation qui avait eu pour principal mérite d'encourager les jeunes talents, comme Munk et Wajda. Ceux-ci reprirent à leur compte les traits de l'« âme polonaise » : goût baroque pour les sentiments violents, sens de l'absurde du drame, de la musique, humour noir ou ironie, bref l'héritage de la Pologne, ce « nulle part » de jadis (selon le mot bien connu).

Ils n'en puisèrent pas moins dans la réalité quotidienne, dans une Pologne contemporaine, oscillant parfois entre réalisme et baroque, ce qui n'est nullement contradictoire, abondant, comme par prédilection, le thème de l'héroïsme de la guerre et de l'après-guerre, chacun selon son tempérament, et ils ne furent pas les seuls. Le problème du héros était celui de l'individu qui ne parvenait pas à s'insérer dans la société nouvelle, tandis que les vieilles valeurs n'avaient pas eu le temps de s'éteindre. On voit cela dans « Kanal », dans « Cendres et Diamant » de Wajda, tandis qu'« Eroica », plus tardif, de Munk, est le film de l'anti-héroïsme.



D.R.

## PANTHÉON

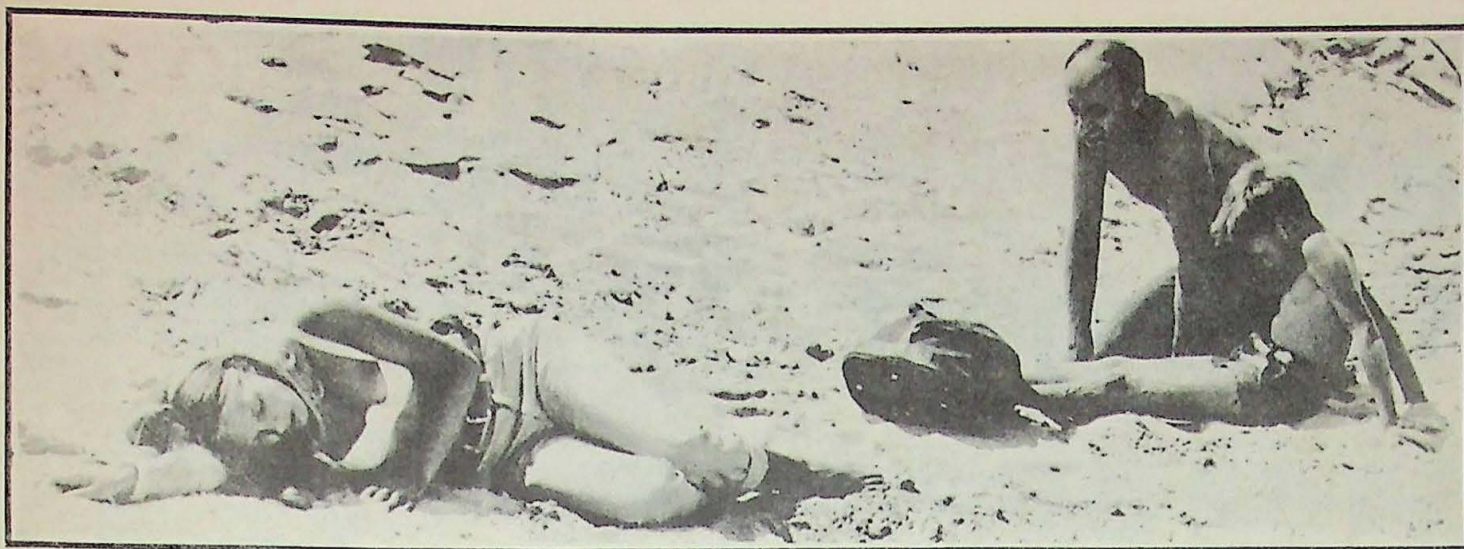
13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

## LA MOUETTE

(Angl. V.O.)





Ainsi naquit et se développa une nouvelle génération qui, partie des contradictions de la Pologne nouvelle, glissait vers la psychologie, donnant parfois des chefs-d'œuvre très proches du cinéma occidental : par exemple « Mère Jeanne des Anges », de Jerzy Kawalerowicz (1961), montre la révolte de l'homme contre l'hypocrisie et contre les règles conformistes de la vie. C'était en même temps l'usure de l'ancienne génération, confirmée par « Les Chevaliers Teutoniques » de Ford, spectacle historique monumental, lourde résurgence du grand sujet national d'antan.

Entre 1963 et 1965, la production cinématographique polonaise connut une crise, enlisée dans la recherche de nouveaux sujets. Ceux d'après-guerre étaient épuisés ; le régime favorisa le retour aux problèmes moraux ; ainsi s'amorça le flirt avec le cinéma bourgeois occidental. Seules les grandes personnalités : Wajda, Skolimowski résistaient à cette mauvaise passe ; Polanski, Borowczyk passaient à l'Ouest.

Aujourd'hui, le court métrage, le film documentaire, le film éducatif, le reportage sont seuls engagés dans une recherche « réaliste ». Un cinéma de fiction se développe à l'école de Lodz, qui produit des films académiques de jeunes débutants, et les « grands » poursuivent individuellement leur œuvre. Le cinéma polonais est partagé entre les films « récréatifs » (comédies ou super-productions hollywoodiennes)

et l'essai esthétique ou le sujet conventionnel. La signature d'un film ou sa distribution importent de plus en plus et c'est en définitive une impression de sclérose qu'a laissée la Semaine du cinéma polonais, où l'on a pu voir des échantillons de tous les genres.

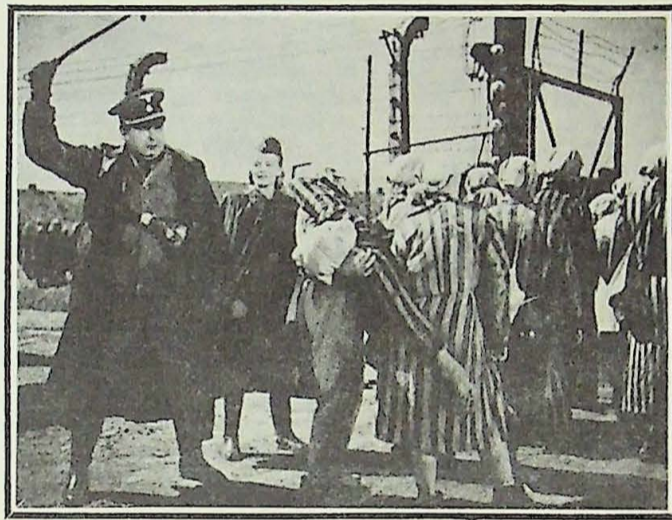
Six films, et le plus intéressant, comme par hasard, celui de Wajda : « Tout est à vendre », sorte de confidence du célèbre metteur en scène sur le destin des gens de cinéma, sur un milieu médiocre et ennuyé, le tout à propos de la mort spectaculaire du grand Zbigniew Cybulski, jeune premier de la dernière décennie, très populaire en Pologne, âme de nombreux films. « Tout est à vendre » est le film d'une personnalité sur une autre personnalité ; c'est aussi un témoignage sur le monde du cinéma polonais.

« Westerplatte résiste », de Stanislaw Różewicz, le plus ancien des six, reste dans la tradition du film de guerre. Une garnison au bord de la Baltique attend vainement l'arrivée de renforts... anglais, en 1939, quand les troupes hitlériennes envahissent la Pologne. Le film, conventionnel et néanmoins attachant, traite de l'héroïsme inutile : c'est une tragédie de la dignité polonaise.

Pour le reste, rien de convainquant. « Youta » est bâti sur une trouvaille de Janusz Morgenstern, servi par une distribution éclatante : on y voit Barbara Lass, Zbigniew Cybulski, Daniel Olbrychski, nouveau jeune premier, dans un sujet

psychologique et vaguement social : dans le milieu d'artistes, de sportifs à la mode, d'intellectuels en vogue à Cracovie, un petit-bourgeois (coureur de profession), rencontre deux yeux noirs dans un bal masqué

Et « Messire Wolodyjowski », c'est le feu d'artifice dans la tradition des « Chevaliers Teutoniques », ce mauvais Ford. Voilà une superproduction épique et flamboyante qui traite comme une chronique de la



qui l'inquiètent et le ramènent d'une existence creuse à la vie pure et simple, dont on ne dit pas trop ce qu'elle est.

Dans un espace encore plus étroit, deux films illustrent, on ne peut mieux, les préoccupations esthétiques d'école et tentent de captiver par la poésie non seulement des formes, mais des âmes. « Sables mouvants », de Nladyslaw Slesicki, c'est le drame d'un père et d'un fils dont les retrouvailles harmonieuses sur le paradis de leurs saines vacances, une île, sont troublées par l'arrivée inattendue d'une jeune fille belle et saine. Beaux tableaux de plages, beaux cadrages, esthétique des corps allongés sur des dunes éclatantes de lumière, dont les lignes partagent magnifiquement l'écran.

Plus dramatique, plus attachant aussi, est le « Zywoł Matusza » (la Vie de Mathieu), du bon élève Leszczynski. La quasi-perfection technique du film, la « grandeur » du sujet, lui ont valu maintes récompenses... en Espagne, aux États-Unis. Mathieu, l'idiot du village, perd ses trois amours : son oiseau, son arbre, et sa sœur. Il choisit la mort. Cela ressemble à une cantate religieuse. On pense par moments à Bresson.

lena Zawadzka, autre vedette du cinéma polonais), les cavalcades de chevaux, les jeux brillants de couleurs et les costumes ; on y aime beaucoup, on y boit encore plus. La seule leçon que l'on puisse tirer est celle d'un nationalisme chauvin et surtout bien abstrait, dont le côté délirant est le seul aspect typiquement polonais. C'est peu de chose, beaucoup d'argent dépensé, une production destinée à couronner le joyeux banquet d'une association d'anciens combattants.

Tel est le bilan. Il n'est pas douteux que la Pologne produit (surtout dans le domaine du court métrage) et produira d'autres films plus significatifs et plus novateurs. La seule question qui nous est venue à l'esprit est la suivante : une telle sélection était-elle représentative ? Si la réponse est « non », comment ne pas se demander alors pourquoi les organisateurs polonais et français nous ont livré cette image d'une production naguère plus brillante. En réalité, le cinéma polonais n'est pas sorti de sa crise, et si ses structures dépendent encore étroitement de l'Etat socialiste, ses produits s'apparentent de plus en plus à ceux des cinémas occidentaux.

Les organisateurs de la manifestation ont beau défendre pas à pas chacun des films, la sélection n'a pas fait l'unanimité parmi les critiques ou les universitaires de Varsovie et de Lodz qui s'interrogent avec raison sur les causes d'un enlisement, d'une certaine décadence. □



## tribune

socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré  
30.000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F  
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil  
28, rue des Petites-Ecuries  
PARIS-10<sup>e</sup> - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

# Réponse à Henry Rosengart

Ayant été directement mise en cause dans le dernier article de Rosengart, j'ose espérer qu'en toute démocratie vous accepterez de publier dans le prochain *Tribune Socialiste* le texte suivant. Je vous signale d'autre part que seul mon mari et moi-même avions accepté de vendre sur le marché *Tribune Socialiste* le dimanche matin, nos camarades ouvriers le trouvant trop indigeste et intellectuel pour l'ensemble des travailleurs.

Je n'ai pas admis que dans ton dernier article sur le Moyen-Orient tu aies cité pour les attaquer certains passages d'articles que j'avais envoyés à *Tribune Socialiste*, ceci sans mon accord au préalable, seul le texte en entier aurait dû être publié (le dernier n'était pas si long que tu l'as écrit), car les citations que tu en as faites en déforment la pensée.

Je n'ai jamais dit par exemple que la Palestine était dépeuplée, mais qu'elle était sous-peuplée, comme l'Irak alors, notamment après le départ en 1918 des occupants turcs.

Je n'ai jamais dit que je désirais que tous les Juifs retournent en Israël, au contraire j'avais exprimé la crainte d'être un jour chassée de mon pays par un gouvernement qui prendrait pour prétexte l'existence de l'Etat d'Israël. Si j'étais sioniste je vivrais depuis longtemps en Israël car j'ai toujours l'habitude de traduire par des actes mes pensées. Mais ne me demande pas d'approuver l'extermination des Israéliens ou même la destruction de leur Etat.

Je continue à penser que le Mapam a une doctrine socialiste que n'a pas El Fatah.

Puisque tu aimes citer « le Monde diplomatique », voici une citation de ce journal : « L'idéologie consciente ou inconsciente (du mouvement El Fatah) est imprégnée par celles conservatrices de la région » (mars 1969) et cette citation du « Monde » : « Le souci d'apolitisme et de non-engagement explique en grande partie l'étendue de l'audience de l'organisation El Fatah dans les pays arabes » (6-2-69).

Je continue à penser que le Mapam est plus représentatif de l'ensemble des travailleurs israéliens que le Matzpen que tu cites si souvent.

J'ai lu les livres de Rodinson mais permets-moi de penser que sa culture arabisante l'empêche d'être un arbitre objectif dans les problèmes du Moyen-Orient.

Je continue à penser que l'intérêt du peuple palestinien passe par la paix avec Israël et non par la lecture dans les camps d'entraînement d'El Fatah de « Mein Kampf » (« le Monde diplomatique », mars 1969). La violence en effet ne prépare pas toujours une révolution socialiste, elle peut être d'inspiration fasciste.

Quand j'avais aidé les Algériens, ce n'était pas uniquement par solidarité avec des persécutés mais parce que je croyais à l'époque que le FLN était socialiste. Je ne prends pas Boumedienne pour un socialiste authentique quand je vois par exemple que pour obéir au Coran il s'oppose à la libération de la femme algérienne.

Je continue à penser que les premiers sionistes s'inspiraient de Tolstoï et de Karl Marx

même si aujourd'hui tous les Israéliens ne sont pas socialistes.

Tu dis qu'en Israël il y a des investissements américains. Il y en a également en France, sommes-nous pour autant moins socialistes au P.S.U. pour cela ?

Il y a des milliardaires en Israël ? Il y en a également dans les pays arabes, mais Abd El-Kader est lui un militant socialiste, il a appartenu au F.L.N. et a dédié son livre à la pensée lumineuse de Mao. De plus on ne peut pas attaquer le Mapam comparer un gouvernement d'un pays en guerre depuis sa création à celui d'un pays comme l'Allemagne d'aujourd'hui. Il y a des comparaisons malhonnêtes et je n'ai pas du tout apprécié que tu me compares entre autres à Guy Mollet, je n'ai du reste jamais appartenu à la S.F.I.O. mais étant pour un socialisme humain je me refuse à tout dogmatisme étroit, et ce n'est pas parce que je ne partage pas tes idées sur le Moyen-Orient que je suis pour autant alliée des milliardaires, mes camarades de Saint-Nazaire vont sans doute bien s'amuser de cette accusation que tu portes contre moi !

Le premier texte que j'avais envoyé à *Tribune Socialiste* au lendemain de la guerre des Six jours était celui d'un exposé que j'avais fait à une réunion du Mouvement de la Paix. Il me semble aberrant qu'il n'ait pu paraître dans le journal de mon propre Parti. J'avais du reste proposé d'y faire des coupures si nécessaire.

Denyse FRANCK

## A propos d'une interview

Monsieur,

Je suis au regret de vous déclarer que l'interview parue dans « *Tribune Socialiste* » du jeudi 30 octobre, n° 427, ne coïncide pas, en beaucoup de points, avec les propos que j'ai tenus devant votre collaboratrice, Michèle Descolonges.

Principalement, en ce qui concerne « mes expériences de travail avec les associations françaises en direction des

travailleurs immigrés (qui) sont presque négatives » : en aucun cas je n'ai tenu ce langage. Il y a bien sûr de bonnes et de mauvaises organisations, comme partout dans le monde. Je n'ai, par contre, à aucun moment mis en doute les efforts réalisés par les organisations françaises dont nous avons absolument besoin et sans lesquelles nous ne pourrions peut-être pas exister. Il faudrait — et je l'ai toujours fait — les

signaler toutes, en particulier : la Fédération Léo-Lagrange, la Cimade, le M.R.A.P., la Ligue des Droits de l'Homme, la F.A.S.T.I., Accueil et Promotion, etc., sans compter les syndicats, les municipalités et des personnalités de toutes tendances.

Par ailleurs, j'ai, en effet, évoqué la nécessité d'un Secrétariat d'Etat. Cet organisme aurait, dans mon esprit, pour

mission de centraliser les actions de chaque organisation, de les superviser et de les contrôler, ceci afin de les rendre plus efficaces grâce à une meilleure coordination. Mais, contrairement à ce que me fait dire votre collaboratrice, je me garde bien de généraliser. Ainsi, en ce qui concerne les « spécialistes du gouvernement français », certains sont en effet des « ex-coloniaux » nourris de leurs préjugés et d'une certaine mentalité. Mais, là aussi, il faut alors signaler le grand nombre de Français qui connaissent nos problèmes parce qu'ils cherchent à nous comprendre et à nous aider.

Quant à mes propos sur les étudiants africains, j'aurais aimé qu'ils soient plus explicites (voir 2<sup>e</sup> alinéa, 4<sup>e</sup> colonne). A mon avis, se recommander verbalement de telle ou telle doctrine ne suffit certes pas pour changer un pays et sa société.

Enfin, l'esprit dans lequel est rédigée la conclusion de cet article, qui mentionne le rôle de l'information, est en parfaite contradiction avec ce que j'ai toujours dit et même écrit ; je n'en voudrais, pour meilleure preuve, que quelques phrases tirées d'un « Livre blanc sur les travailleurs africains » que je suis en train de préparer : « Il faut rendre hommage aux journalistes qui ont bien voulu consacrer une grande partie de leur temps pour dénoncer cette situation. » Je me garderais bien, encore une fois, d'assimiler les journaux qui nous aident à ceux — et il en existe beaucoup — qui veulent nous nuire.

Enfin, il aurait été utile que je puisse lire cet article avant qu'il soit imprimé ; je sais comment, avec la meilleure bonne volonté, on peut interpréter tel ou tel propos. Cet écueil aurait pu ainsi être évité.

Je vous prierai, dans ces conditions, de bien vouloir reproduire intégralement cette lettre qui apporte simplement une mise au point à l'article de Michèle Descolonges. Vous comprendrez qu'au milieu des nombreuses difficultés, il importe que tout soit clairement exprimé.

Je compte sur votre solidarité et vous prie d'agréer, M. le Directeur, mes salutations distinguées.

Sally N'DONGO.

• N.D.L.R. — Nous avons communiqué la lettre de M. N' Dongo à notre collaboratrice Michèle Descolonges qui, avec l'accord de la rédaction, tient à préciser :

Je m'étonne de la virulence avec laquelle M. Sally N'Dongo réfute le compte rendu de la discussion que nous avons eue. Cet entretien succédait à une série d'autres qui m'avaient justement incitée à faire état des problèmes soulevés. Dans ces conditions je ne peux que maintenir l'esprit et le fond des déclarations que j'ai transcrites.

## Télévision

### Style et démocratie avancée

Gilbert HERCET.

La télévision française représente un mélange de styles de réalisation qui devrait permettre un débat utile entre tous les lecteurs de « T.S. ». Les réactions reçues au journal à l'annonce de la création d'une rubrique T.V. ont en effet montré l'intérêt suscité par cette initiative. Mais elles ont aussi laissé entrevoir des divergences possibles.

Un exemple : *Jacquou le Croquant*, réalisé par Stello Lorenzi. C'est vrai qu'on retrouve dans ce feuilleton beaucoup des pages les plus émouvantes du livre, c'est vrai qu'on reste parfois le cœur serré devant son petit écran. Mais n'est-il pas vrai aussi que cette mise en scène pesante, insistante, lente, réaliste à l'extrême, donne à penser que la télévision de la démocratie avancée constituera une pilule difficile à avaler ? Fougéron déjà, il y a quelques années, avait dit beaucoup de sottises sur « l'art prolétarien ». Lorenzi met-il ces thèses en application avec *Jacquou* ? Faire une télévision « populaire », est-ce seulement faire un *France-Soir* de gauche ?

On pourrait même se demander s'il est légitime d'employer un style et une technique d'avant-hier pour dire des choses révolutionnaires. Le changement, c'est aussi au niveau de la forme qu'il faut le rechercher au risque de dérouter au début et de poser des problèmes. Abandonnant un instant le domaine strictement politique, je dirais volontiers que je donnerais toutes les émissions de variétés signées Georges Folgoas, Georges Barrier ou François Chatel, pour une seule émission comme *Fragson*, de J.-C. Averty. Dans la première série de cas, aucune recherche, aucune initiative, on montre au public des vedettes qu'il aime : il n'a donc qu'à être content, et peu importe si le réalisateur méprise au fond la télévision. Le public n'aime pas encore la TV, il suffit donc de faire du music-hall filmé, et « l'évasion » recherchée sera pleinement atteinte. Dans le cas d'Averty, c'est d'une véritable création artistique qu'il s'agit, mais non pas gratuite, puisqu'elle cherche, à travers le décor, les couleurs, le montage, le choix des sujets, à nous restituer le climat d'une époque — y compris le climat militariste de la France revancharde et nationaliste (« En revenant de la revue... »).

A côté de la télévision « plate » des Chatel et des Lorenzi, où l'on satisfait platement les lecteurs du *Parisien libéré* et ceux de *L'Humanité*, il pourrait, il devrait exister, il existe un tout petit peu, une TV qui bouge, qui choque, qui change les idées par rapport à la grisaille savamment entretenue des grands moyens d'information. C'est, me semble-t-il, cette TV-là qu'il faut soutenir — fût-elle celle d'Averty, qui n'est point, je crois, un militant révolutionnaire — plutôt que celle des Lorenzi.

Un dernier point, aujourd'hui, faute de place : faire une TV populaire, c'est en tout cas faire une TV que la classe ouvrière puisse matériellement regarder. Programmer après 22 heures des émissions longues, et un peu difficiles, n'est pas la meilleure façon de leur trouver un public populaire. C'est pourtant le cas souvent, comme encore récemment, de l'excellente émission scientifique de Jean Lallier et Monique Tosello, à laquelle participaient, avec quelques terminés et quelques oies, les professeurs Grasset et Lorenzi. □

# Cinéma et publicité

Jean Morel

Un sondage récent auprès des maisons de publicité faisait apparaître ceci : malgré l'introduction de la publicité à la télévision, la publicité au cinéma est toujours considérée par les annonceurs comme le meilleur support audiovisuel. Il s'agit bien sûr du cinéma publicitaire au sens courant : les petits films que l'on projette généralement pendant l'entracte. Mais, sait-on que le cinéma publicitaire projeté dans les salles de cinéma ne se limite pas à ces films-là ? Sait-on que les liens qui existent entre le cinéma publicitaire et le cinéma-spectacle sont très nombreux et très divers ? C'est à mettre au jour quelques-uns de ces liens que cet article voudrait parvenir, car du point de vue idéologique, ces liens ne sont pas « innocents ».

## Le cinéma publicitaire de l'entracte

Puisque c'est uniquement à ces films de l'entracte que l'on pense quand on parle de cinéma publicitaire, commençons par ceux-là. C'est évidemment le plus visible des liens cinéma-publicité : parce que c'est le plus important économiquement. (Le plus important seulement par rapport aux autres liens cinéma-publicité, parce que du point de vue de la place du cinéma publicitaire dans le budget global d'une campagne publicitaire le film publicitaire ne représente que 10 % de ce budget).

Comment ces films sont-ils produits, réalisés, distribués ?

Il y a plusieurs dizaines de maisons de productions de films publicitaires en France. Les deux plus importantes sont : **Jean Mineur et Publicité, Cinéma et Publicité**. Les sigles de ces maisons ne sont pas inconnus des spectateurs : la première est représentée par le petit mineur casqué qui jette son piolet toujours maladroitement sur une cible; la seconde, par un groom qui rappelle Spirou. Chacune produit environ 200 films publicitaires par an pour le cinéma et pour la télévision.

D'autres maisons ont aussi une grande importance et méritent d'être signalées; on pourra d'ailleurs repérer leurs noms sur le générique des films publicitaires de télé-

sion. Il s'agit de Havas (170 films par an), Publicis, La Comète, Dupuy-Compton, Soprogec-Filmarco, les films 13 (dirigé par Claude Lelouch) et Vidéo-Team.

Trois organismes de distributions, principalement, se chargent de diffuser ces films dans toutes les salles de spectacle cinématographique. Il s'agit de **Jean Mineur et Publicité** qui possède 1.785 salles, de **Cinéma et Publicité** pour 1.430 salles, et de **France Film** pour 1.735 salles surtout rurales. Soit, au total, près de 3 millions de fauteuils.

C'est en effet selon le nombre de fauteuils d'une salle et sur la base du mètre/semaine que le distributeur paie plus ou moins le directeur de salles pour qu'il passe ses films publicitaires. Il est évident que si la salle est très peu fréquentée les distributeurs n'ont pas intérêt à maintenir les films. C'est ainsi que plus de 500 salles viennent de se voir retirer leurs films publicitaires à cause de la baisse de fréquentation.

## Tati et Lelouch

Il y a de nombreux réalisateurs de films publicitaires : les uns occasionnels, les autres délibérément définitifs. Le cinéma publicitaire a vu, en effet, passer dans ses studios des réalisateurs devenus maintenant célèbres par des longs métrages : Claude Lelouch, Jacques Tati sont les plus connus; mais il y a aussi : Gérard Pires (« Erotissimo »), Pierre Grimblat (« Slogan »), Dirk Sanders (« Tu seras terriblement gentille »), Charles Bitsch (« Le dernier homme »). Et puis il y a tous ceux qui trouvent le métier bien payé (un réalisateur touche près de 500.000 AF pour un film de 2 ou 3 minutes) et qui ne sont pas tentés par le démon de la création personnelle et qui font donc professionnellement du film publicitaire.

Le métier demande un certain sens de la rapidité de tournage (un à trois jours) et des qualités d'organisateur; car un réalisateur de films publicitaires est, la plupart du temps, aussi « producteur » du film, c'est-à-dire : directeur de la production. Il gère le budget du film du début à la fin (de 4 à 12 millions d'AF). S'il trouve les idées de films, ce n'est pas lui en général qui est chargé de penser par quel aspect de ses

qualités le produit doit être valorisé. Ce travail est celui des « concepteurs » attachés au bureau d'études publicitaires de chaque grande marque.

En ce qui concerne les acteurs de ces films, ce sont, en général, des acteurs de dixième ordre; parfois des acteurs très connus. On a vu Guy Bedos et Sophie Daumier dans un film pour Inno (pour 6 films de 90 secondes ils ont touché 6 millions anciens chacun). On a vu Roger Pierre et Jean-Marc Thibault pour Roquefort Société. Mais d'une manière générale les vedettes boudent ce genre de films, alors qu'en Italie ou aux U.S.A. il n'en est pas de même. Fernandel, c'est bien connu, a gagné des sommes énormes comme acteur publicitaire en Amérique.

Le cinéma publicitaire se porte bien. Il est en pleine expansion. Et comme tout organisme d'une certaine importance il a son Festival. A Cannes cette année devant plus de 2.000 participants, près de 1.600 films de 24 pays ont été projetés entre le 16 et le 21 juin. C'est dire en peu de mots sa taille économique.

## Le cinéma industriel et touristique

Les maisons de production de films publicitaires ne font pas que ces spots qui passent à l'entracte au cinéma ou à la télé. Elles réalisent aussi des films pour les entreprises industrielles, les syndicats d'initiatives, les associations de commerçants qui leur passent des commandes de courts métrages. Ces films sont destinés à être projetés dans les circuits privés; par exemple à un groupe de visiteurs de telle usine : le film est destiné à leur donner un aperçu général, une ouverture que la seule visite ne peut pas leur donner. Ces films, faits pour étaler toutes les qualités techniques de telle production, sont en général très précis. Ce sont des films de prestige mais ils partent des qualités réelles du produit. Ils n'en demeurent pas moins idéologiquement marqués par tous les lieux communs du capitalisme. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ?

Sait-on que bien souvent ces films ne restent pas uniquement dans les circuits privés. Ils sont assez souvent diffusés

dans les salles de spectacle, avant l'entracte, comme complément de programme. Comment cela est-il possible ? Comment arrive-t-on à faire payer des gens pour leur projeter non du film-spectacle mais du film publicitaire ? Cela tient au fait suivant : un distributeur de longs métrages est tenu de distribuer aussi des courts métrages comme complément de programme, surtout en province où les séances sont traditionnellement plus longues. Alors, si un distributeur trouve quelqu'un qui lui propose gratuitement un court métrage sur les Fromageries X., comment voulez-vous qu'il refuse ? Et c'est ainsi que nous avons droit aux Lacs des Vosges ou aux Raffineries de Berres gratuitement.

Mais la publicité ne se contente pas d'investir l'entracte et la première partie de la séance, elle s'implante aussi dans les longs métrages.

## Les films publicitaires d'une heure et demie

La pratique est en train de se développer : il s'agit d'inscrire dans un long métrage le maximum d'annonces publicitaires. Le scénario est épluché. Est-il prévu une scène dans une station-service ? Un démarcheur fait le tour des maisons de carburants et l'on tourne la scène dans une station de la marque qui offre le plus pour avoir son nom en grosses lettres à côté de Belmondo ou de Catherine Deneuve. Le scénariste a-t-il imaginé un carambolage de voitures; on cherche la marque d'automobiles qui paie le plus. L'exemple le plus célèbre à ce sujet est la Ford Mustang de « Un homme et une femme » de Claude Lelouch.

Au hasard d'un décor, d'un accessoire, d'un costume, la publicité est « invitée ». Au début les annonceurs refusaient de payer pour cela. Autrefois tel fabricant de whisky voulait bien donner quelques caisses de son alcool à l'équipe de tournage à condition que ça se voit dans le film, mais il n'aurait jamais accepté de payer, autrement qu'en nature, le cadrage de sa marque en premier plan; maintenant si. C'est que les annonceurs viennent de comprendre l'immense intérêt que le procédé représente. Les films passent cinq ans plus tard à la Télévision et

sont vus ainsi, surtout le dimanche soir, par des millions de spectateurs-consommateurs. Et puis surtout la présence quasi incognito, d'une annonce dans le cadre d'un spectacle, enlève à l'annonce son caractère publicitaire. D'être sur un mur le long duquel passe le héros poursuivi par ses ennemis, une annonce perd son aspect agressif : elle est en quelque sorte innocentée, rendue invisible (au niveau de la conscience) et donc d'autant plus efficace, pénétrante.

Mais ici on aborde des problèmes idéologiques. Et c'est sur le fonctionnement de la publicité, et plus particulièrement du cinéma publicitaire que nous sommes amenés à nous interroger maintenant. Pourquoi, en effet, est-ce le cinéma publicitaire qui est jugé le plus décisif, le plus « sur le produit » comme disent les gens du métier ?

A cette question nous essaierons de répondre dans un prochain article.

## A voir

Est-il poète ? A-t-il du talent ? Questions secondaires en face de ce grand diable fraternel dont l'ascendant sur le public a manifestement d'autres causes.

La voix, belle, profonde, vibrante, rocailleuse justifie le succès qui ne s'explique totalement que par référence à un passé non frelaté. Félix Leclerc (\*) est resté à la hauteur des ancêtres avec leur accent et leurs tournures, avec cette façon d'être tout simplement en contact avec la nature. C'est le forestier, le marcheur à l'écoute d'un monde élémentaire que ni les voyages organisés, ni le Club Méditerranée n'ont permis de retrouver à tous ces hommes amputés de leur instinct de vivre. Si leur nostalgie n'est pas exempte d'un certain conservatisme, Félix Leclerc, bien vivant quand il ouvre ses larges pattes, est de ceux qui sont prêts à défendre les bonnes causes, parmi lesquelles l'enfance et l'amitié ne sont pas les plus négociables.

B.S.

(\*) Au Théâtre de la Ville, Place du Châtelet à Paris, à 18 h. 30, jusqu'au 22 novembre (5,50 F).

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# Le folklore gaulliste

Jean-Louis Auduc

Chalandon traite peu galamment Giscard de « valseur ».

L'Union Démocratique du Travail micro-groupuscule gaulliste attaque les « équivoques » de la politique Chaban.

Louis Vallon après la publication de « l'Anti-de Gaulle » est exclu du groupe U.D.R. et de l'amicale « Présence et Action du gaullisme ».

Ce n'est là qu'un petit extrait, la liste n'est pas close, de la petite chronique de la zizanie gaulliste qui fait partie du folklore de nos quotidiens.

On parle à tout propos de querelles de personnes, de clans, de fidélité ou non... En fait les « tronçonneurs » de l'U.D.R. plus que Vallon, Debré ou Capitant, ce sont :

— les manifestations de plus en plus violentes et de plus en plus puissantes des commerçants et des artisans (Tour-du-Pin, Parc des Princes, etc.);

— les actions revendicatives du milieu paysan (congrès du C.N.J.A.);

qui ont montré l'effritement de semaine en semaine des bases sociales traditionnelles de l'électorat gaulliste.

Et le problème « pour ces messieurs » c'est de les conserver et à partir de là on voit poindre les divergences.

Il est évident qu'avec la défaite de De Gaulle, c'est tout le caractère bonapartiste du régime qui a été remis en cause et qu'aucune force ou personne n'a à l'heure actuelle la possibilité et ne possède la carrure pour jouer ce rôle d'écran devant la fonction de classe de l'Etat.

## Fumée et doctrine

Pour une partie de la bourgeoisie, ce rôle plus qu'effrité après Mai ne se justifiait plus ; et, en maintenant la pression idéologique (chantage à la peur dans les facs et les usines, peur du rouge) on pouvait maintenir dans le soutien au système les couches de la petite bourgeoisie.

D'où l'élection et la politique de Pompidou qui n'applique plus la même pratique « au-dessus des partis » que de Gaulle mais qui tente de masquer sa politique directement liée — et là au vu de tout le monde (Pompidou-Rothschild) — à la classe bourgeoise par de la fumée idéologique qui n'a d'ailleurs qu'un lointain rapport avec la doctrine de la participation gaullienne (le socialisme suédois, l'actionariat, la nouvelle société maintenant).

Mais onze ans de gestion gaullis-

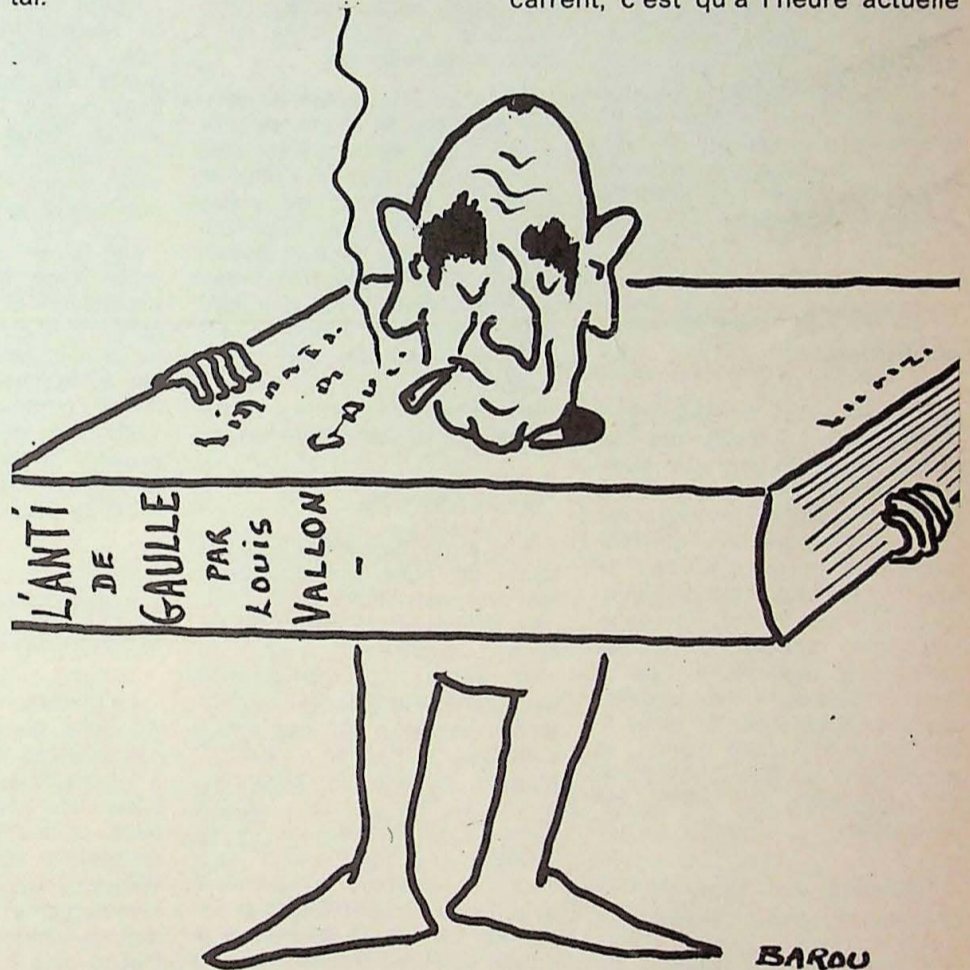
te, avec les résultats catastrophiques que l'on sait, ont fait que c'est sur des actes que sont jugés les gouvernants et que le plan d'austérité préfigure mal la société d'« abondance ».

La tactique est alors de ne plus se prétendre le successeur mais de renouveler... En fait tous les programmes, les discours, les projets, les « ouvertures » vers les représentants traditionnels des classes moyennes (centristes) d'ailleurs désavoués par leur base dans les Yvelines, font que plus que du gaullisme sans de Gaulle, le pompidolisme est partiellement du pohérisme sans Poher mais avec la bénédiction du grand capital.

plus qu'il ne le fait — avec l'insuccès que l'on connaît, plusieurs drogues parmi les ouvriers : association capital-travail, participation, les déclarations révolutionnaires etc. Le seul avantage que l'on peut y concéder par rapport à la « nouvelle société » c'est que c'est un peu plus précis dans son élaboration.

En fait ces trois méthodes qui d'ailleurs s'interfèrent, se chevauchent et se mettent d'accord sur des points comme la guerre coloniale au Tchad, ne sont que trois manières pour la bourgeoisie de maintenir l'exploitation des travailleurs.

Et si ces méthodes se contrecarrent, c'est qu'à l'heure actuelle



Pour d'autres la récupération des couches qui n'ont plus confiance dans le système ne peut se faire que par une action politique « nationaliste » par rapport aux U.S.A. et à l'Europe des Six afin de « protéger » l'industrie et l'agriculture, en fait pour défendre les monopoles français.

## Les drogues du pouvoir

Pour d'autres encore et là L. Vallon et Capitant ont leur place, qui ont beaucoup réfléchi à mai-juin 68, l'important, l'essentiel est de restreindre la volonté de lutte des travailleurs. Pour cela ils ont tenté de déverser — et ils voudraient que Pompidou s'y essayât

devant les poussées de luttes, la bourgeoisie hésite sur les méthodes pour « s'en sortir » ; si elle avait cru intégrer par l'élection de Pompidou et les portefeuilles aux centristes toute une partie de la petite bourgeoisie, l'élection de M. Rocard a prouvé qu'eux-mêmes n'avaient plus une confiance aveugle dans le système.

Alors c'est à qui cherche « derrière le guide » à proposer sa solution de replâtrage. Ne nous trompons pas, ils sont tous unis comme un seul contre une transformation socialiste au profit des travailleurs. Face à la classe ouvrière Vallon, Capitant, etc., les masques tombent vite. □